



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Il n'y a pas de honte à préférer le bonheur. »

Albert Camus



FINANÇONS LES RETRAITES

EXPROPRIONS

LES PATRONS



Editorial



La rentrée sera-t-elle chaude en France ? On est plutôt dans le tiède ; la même question ne se pose pas pour la Syrie. Là-bas, c'est brûlant. Tant qu'il n'était fait usage que d'armes conventionnelles, les consciences occidentales se sont accommodées de la situation, mais si l'emploi d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad contre sa population s'avère exact (en ces temps de manipulation de l'image, le doute est toujours permis), le risque d'intervention militaire des Occidentaux va se préciser. Sans les Britanniques (pour leur parlement c'est « no » au Premier ministre, Cameron), probablement avec les États-Unis (quand leur congrès aura approuvé la décision du président, Obama) et sûrement avec la France de François Hollande, encore ébloui de ses succès militaires au Mali et promu provisoirement « gendarme du monde » avant l'entrée en action des forces étasuniennes. Et, une nouvelle fois (comme en Irak, Libye, Égypte), se pose le dilemme : aider à abattre un dictateur sanguinaire ou ne rien faire qui puisse favoriser l'arrivée au pouvoir d'une coalition dont une des composantes se réclame d'un islamisme radical ? Qui va-t-on aider réellement dans cette coalition des rebelles ? Dans quelle union sacrée veut-on encore nous entraîner ? Et si l'on se réjouira tous de ce que l'infâme Al-Assad dégage, il est probable que son remplaçant nous fasse rire jaune. Et, au milieu, c'est toujours le peuple syrien qui en prendra plein le buffet. Pendant ce temps, les images de combats inondent nos écrans TV occultant ainsi tous nos « petits » problèmes hexagonaux : chômage, précarité, remise en cause ininterrompue des acquis sociaux, du Code du travail, du système de retraite... N'oublions pas : ici comme ailleurs, aujourd'hui comme de tout temps, les bruits de bottes ont toujours servi à escamoter le problème social.

Sommaire

Actualité

- Retraites : pas de résignation**, par Fabrice, page 3
Toujours tout pour le patronat, par Fédération anarchiste, page 4
La presse libre renaît à Cuba, par D. Pinos, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
Des boulots bidons, par D. Graeber, page 7

Arguments

- Le pouvoir disciplinaire au travail**, par S. Neumayer, page 9
Plantes GM : le piège à cons, par M. Silberstein, page 12

Histoire

- Syndicalistes et libertaires**, par H. Lenoir, page 15

À lire

- Des pirates et des bûchers**, par A. Bernard, page 16

Entretien

- Les Éditions libertaires vous parlent**, par T. Guilabert, page 17

À voir

- Exposition Chaissac-Dubuffet**, par P. Salcedo, page 19

Le mouvement

- Colloque : liberté et anarchie**, par Daniel, page 21

Illustrations

**Aurelio, FYD, Kalem,
Krokaga, Lardon, Rouliès, Valère**

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

France et étranger

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Les falsificateurs

C'EST REPARTI le mauvais feuilleton sur une énième réforme pourrie qu'on essaie de nous vendre. Gouvernement, patronat, direction de la CFDT et médias vont, comme en 2010, utiliser tous les subterfuges, tous les mensonges, toutes les falsifications pour faire passer la réforme des retraites du premier ministre Ayrault.

Certes, comme c'est un gouvernement de gauche, on nous fait le coup du dialogue social, de la concertation, en l'occurrence de la conférence sociale qui dure tout l'été. Le principe est simple : on dit aux syndicats, les fameux partenaires sociaux, à quoi on veut aboutir et à eux de trouver les moyens de faire avaler la couleuvre. Les ficelles sont connues. On fait fuiter à droite à gauche quelques informations laissant croire que les coups seront particulièrement rudes (44, voire 45 annuités, remise en cause du Code des pensions.) et au final c'est un peu moins brutal, ce qui permet de dire à certaines directions syndicales qu'on s'en tire bien. On ajoute un petit couplet antifonctionnaires qui seraient des nantis, ça peut pas faire de mal pour entretenir la division. Le procédé est breveté.

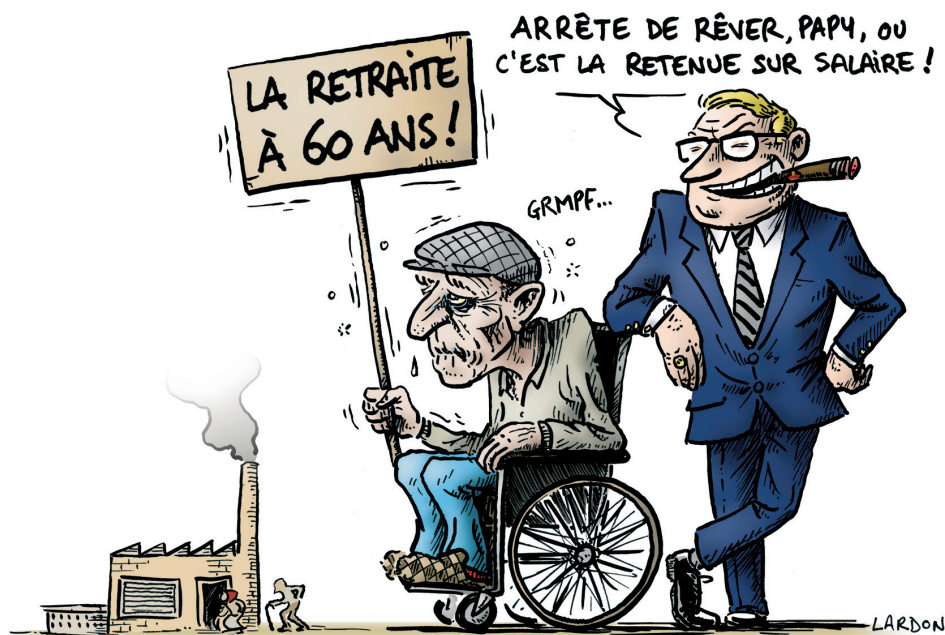
Si l'on ajoute une propagande médiatique quotidienne pour reprendre les propos des tenants du pouvoir sur l'espérance de vie, blabla, le coût du travail, blabla, la compétitivité, blabla... Vous vous rendez pas compte mon bon monsieur comme on a du mal quand on est patron...

Bien évidemment, la direction de la CFDT est à la pointe de ce dispositif de truands, tout comme elle l'était il y a quelques mois pour signer l'accord de la honte qui détruisait une partie du Code du travail, transposé depuis en loi.

Face à cette falsification organisée, il importe d'abord de rétablir les faits et la réalité de ce que vivent les salariés du privé comme du public, les chômeurs, les jeunes et les retraités.

Certes, l'espérance de vie augmente (quelle honte ces pauvres qui veulent profiter un peu de leur retraite) mais l'espérance de vie en bonne santé diminue (attaque contre le système de santé, déremboursement, conditions de travail dégradées) pour se situer aujourd'hui autour de 63 ans. Augmenter les annuités nécessaires jusqu'à 43 ans pour la génération 1973, c'est pousser inéluctablement soit à une retraite de misère, soit à une retraite à 67 ans, compte tenu de l'âge moyen du premier boulot. Bref, le rêve des exploités, mettre en place la retraite des morts!

Certes, le nombre de retraités a augmenté



mais la productivité a été multipliée par cinq depuis 1960, ce qui signifie qu'un «actif», comme l'on dit, produit cinq fois plus de richesse en 2013. Richesse accaparée de plus en plus par les actionnaires et spéculateurs de tous poils.

Les patrons, avec leur nouveau chefaillon, Gattaz junior, pleurnichent tous les matins sur les salariés français qui ne travaillent pas assez longtemps et sur le «coût exorbitant des charges» qui leur incombent. Ils oublient de dire que les entreprises sont les premières à se débarrasser des «seniors» lors des plans sociaux qui se multiplient et qu'elles bénéficient chaque année de 30 milliards d'exonérations (ce qui correspond à véritable hold-up de notre salaire différé), exonérations qui permettraient à elles seules de revenir aux 37,5 annuités!

Ce devoir de vérité établi, le problème ensuite est de construire un véritable rapport de force susceptible de les faire reculer. De ce point de vue, la situation a tout de même changé depuis 2010. L'axe CFDT-CGT qui avait à l'époque programmé l'échec du mouvement, malgré des millions de manifestants, s'est fissuré. Non pas que l'appareil CGT ait changé et que Thierry Le Paon ait découvert les vertus de la lutte de classe, mais la base CGTiste a fait bouger les lignes et la toute dernière trahison de la CFDT concernant le droit du travail a conforté la rupture actuelle. L'appel national unitaire du 8 juillet (CGT-FSU-Solidaires) pour une «journée de grèves et de

manifestations» plus clair que d'habitude est un point d'appui. De même les déclarations de Jean-Claude Mailly – «Nous ferons tout pour les faire reculer» – donnent un ton déterminé. Cela dit, pas d'illusion, nous n'obtiendrons que ce que nous irons chercher par la grève et le blocage du pays. Et c'est pas gagné. Outre tous les ennemis déjà identifiés (État, patronat, direction de la CFDT), les appareils risquent d'opposer aux salariés la «machine à perdre» que constitue le dispositif de journées saute-mouton. Ainsi une partie de la direction de la FSU n'aurait pas été contre une journée «éducation nationale» à la mi-septembre et cela manœuvre aussi du côté des fédérations de fonctionnaires pour organiser une journée qui réintégrerait des thèmes «consensuels» de l'Unsa et de la CFDT fidèles et zélés serviteurs du gouvernement. Division, diversion, confusion.

Bref, soit on se résigne, ce qui ne sera jamais le cas des militants anarchistes et anarcho-syndicalistes, soit on fait tout pour que boîte par boîte, administration par administration, on construise la grève interprofessionnelle, celle qui tape à la caisse du patronat, celle qui bloque le système, celle qui rassemble tous les exploités, celle qui décide elle-même hors des bureaucraties et des partis de la conduite du mouvement.

Fabrice

Groupe La Sociale de la Fédération anarchiste

Retraites : arrêter la casse pour tout reconstruire !

Il faut trouver 20 milliards d'euros en six ans pour pérenniser le système de retraite.

25 millions de salariés et patrons financent ce système. Six ans, c'est soixante-douze mois. 25 millions de salariés et patrons, en touchent : 1,8 milliard de revenus mensuels en soixante-douze mois.

20 milliards d'euros de déficit du régime de retraite financé par :

- 1,8 milliard de revenus mensuels, c'est un peu moins de 12 euros d'augmentation de prélèvements seulement jusqu'en 2020.
- 180 millions de hauts revenus patronaux, c'est un peu moins de 120 euros d'augmentation de prélèvements mensuels jusqu'en 2020.

Bref, 20 milliards d'euros, c'est à peine un quart de la fraude fiscale annuelle. 20 milliards d'euros en six ans, ce n'est rien dans un pays où la population, et surtout nos patrons, se partage 1 300 milliards d'euros de revenus tous les ans.

Pendant ce temps, les patrons se voient exonérés d'impôts et cotisations, sans remise en cause depuis le gouvernement Balladur, au nom d'une baisse du chômage qu'on attend toujours. Pendant ce temps, on essaie de nous convaincre que ce serait bien d'avoir droit à une retraite à taux plein en 44 ans de travail au lieu des 41,5 ans actuels alors que bon nombre de personnes âgées n'arrivent plus à bosser au-delà de 55 ans.

Ce gouvernement veut juste obliger les salariés à bosser plus longtemps et se tourner vers les banques et assureurs privés que les plus modestes ne peuvent pas se payer ! La gauche au pouvoir n'est que le serviteur des financiers !

Contre un tel projet, décliné partout en Europe, il faudra créer le rapport de force et la confrontation par la grève générale. Pour la Fédération anarchiste, il est primordial de tordre le cou à la nouvelle régression que préparent le Medef, la CFDT, Hollande et Ayrault. Pour cela, **les manifestations ne suffiront pas, il faudra en plus bloquer l'économie et ne pas se contenter de négocier ce que le patronat devra lâcher** pour que chacun rentre gentiment dans ses pénates : le capitalisme veut nous priver de nos maigres acquis, reprenons-lui tout !

Ne laissons pas aux fascismes la chance de faire croire qu'ils sont une alternative crédible à la social-démocratie, coupons-leur l'herbe sous le pied en organisant nous-mêmes la grève générale pour gérer directement nos lieux de production et mettre en place **une société égalitaire sans État ni patrons !**

BIENTÔT LA RETRAITE
À 70 ANS ?



FEDERATION ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER



145, rue Amelot, 75011 Paris - www.federation-anarchiste.org

Construisons la grève générale !

Tract été 2013

Renaissance de la presse libertaire cubaine

IL A TOUJOURS EXISTÉ une tradition libertaire dans les Caraïbes, les idées acrates ont toujours imprégné le peuple cubain, c'est une expression révolutionnaire née très tôt, lors des premières luttes contre l'esclavage et pour l'indépendance au XIX^e siècle. Le mouvement libertaire a plus de cent ans à Cuba, pourtant il a été banni de l'historiographie officielle par les historiens et par les éditeurs à la solde du Parti communiste cubain. En 1960, les différentes organisations anarchistes qui luttèrent, dans la clandestinité ou dans la guérilla, pour la révolution aux côtés des castristes furent interdites. Dans ces années-là, les libertaires furent assassinés, emprisonnés ou contraints à l'exil. Nous avons évoqué à plusieurs reprises, sur notre journal et à travers le blog *Polémica Cubana*, la renaissance, ces dernières années, à Cuba, du mouvement libertaire. Depuis la création, il y a quelques années, du réseau social Observatoire critique et, plus récemment, de l'Atelier libertaire Alfredo-López de La Havane, nos compas libertaires luttent pour redonner vie à l'anarchisme. Ce groupe de jeunes activistes questionnent la réalité cubaine, l'histoire du mouvement libertaire et ses idées. Malgré la répression et l'impossibilité d'exprimer dans les médias, aux mains du régime, tout point de vue libertaire jugé contre-révolutionnaire par les autorités, les libertaires sortent peu à peu de la clandestinité.

La révolution a créé beaucoup de frustration et de déception, particulièrement chez les nouvelles générations. Un profond désir de liberté, de dignité, de parler et d'agir existe à Cuba. Les liens sociaux restent à réinventer en vue de contribuer à une «révolution dans la révolution» et pour combattre le pouvoir autoritaire, la bureaucratie et la corruption généralisée.

Nous saluons, aujourd'hui, malgré la censure et la répression, la renaissance d'une presse libertaire clandestine à Cuba, nos jeunes compas de La Havane viennent de publier les deux premiers numéros de *¡Tierra Nueva!* (terre nouvelle) après plus de cinquante-deux ans de silence. Il faut rappeler qu'à la fin de l'année 1960 toutes les publications libertaires furent interdites. Donnons la parole aux courageux rédacteurs du journal, nous publions ici l'éditorial du numéro 1 :

« ¡Tierra nueva! parce que nous nous sentons les héritiers du groupe libertaire qui a publié pendant vingt-deux ans l'hebdomadaire *¡Tierra!* au début du XX^e siècle. Cette publication est née pour contribuer au regroupement des individus et des collectifs qui vivent des relations libres, égalitaires et solidaires au quotidien, avec un esprit anarchiste, rebelle et spontané.

¡Tierra Nueva!
Espacio de inter-Acción de ideas y personas libertarias
Junio 2013

El desalojo del vecindario Los Tanques en Guanabo, la "prensa independiente" y nosotros

Días después de que el Distrito de Cuba, periódico que dice ser el órgano de la prensa libertaria en Cuba, reportara el operativo de desalojo policial que sufrían los habitantes de un vecindario de la comunidad de trabajadores Los Tanques, en la pequeña ciudad costera de Guanabo, los miembros del colectivo *¡Tierra Nueva!* nos ponemos en el lugar de los hechos para constatar por nuestra propia experiencia en el lugar, dialogar con sus vecinos y comentarlos con los informados por el medio de información antes mencionado.

Largo de adormecido durante casi veinte minutos el día de ayer de una entrevista al alcalde del extremo sur del centro urbano de Guanabo, llegamos a un asentamiento compuesto por varias decenas de construcciones precarias. Escramidos sobre terreno de tierra de porro, escoteo preboscado de gran dureza. El asentamiento es denominado por la mayoría de los habitantes en el centro urbano de Guanabo, donde vivimos que han vivido toda su vida allí los *tanques* o *tanque* resultado tanto el nombre de los vecindarios.

El paisaje social que tenemos delante es un paisaje similar al de cualquier comunidad precaria, que vive en condiciones de vida precarias urbanas modernas del capitalismo mundial, la falta de servicios básicos, la falta de agua, la falta de electricidad y la falta de salud de la población allí instalada, muestra de que el progreso no es un mito. En el caso de este vecindario de Guanabo, el desalojo de los habitantes de este vecindario, es un ejemplo de la "tranquilidad socialista" del irresponsable vecindario que es el centro de interés de este artículo a partir de mayo, en plan de información veniente para más.

Invitar a todo costa en Guanabo otros días y por parte de la revista *¡Tierra Nueva!* el Distrito de Cuba, el órgano de la prensa libertaria en Cuba, reportó el operativo de desalojo policial que sufrían los habitantes de un vecindario de la comunidad de trabajadores Los Tanques, en la pequeña ciudad costera de Guanabo, los miembros del colectivo *¡Tierra Nueva!* nos ponemos en el lugar de los hechos para constatar por nuestra propia experiencia en el lugar, dialogar con sus vecinos y comentarlos con los informados por el medio de información antes mencionado.

Después de circular por varias viviendas de esta comunidad, nos encontramos con un vecindario que se encuentra en un estado de abandono, con un terreno que no es adecuado para una vivienda que no es adecuada para una vivienda. El terreno que no es adecuado para una vivienda que no es adecuada para una vivienda.

Para nosotros, activistas sociales, anarquistas, estos desalojos forman parte del proceso de reorganización del capitalismo estatal en Cuba, que implica un mayor control estatal sobre poblaciones, que en los últimos veinte años han renovado el éxodo por cuenta propia hacia los núcleos urbanos que sufren con mayor rigor la decadencia y el retroceso socioeconómico de localidades, municipios y regiones enteras en el país.

Para nosotros, activistas sociales, anarquistas, estos desalojos forman parte del proceso de reorganización del capitalismo estatal en Cuba, que implica un mayor control estatal sobre poblaciones, que en los últimos veinte años han renovado el éxodo por cuenta propia hacia los núcleos urbanos que sufren con mayor rigor la decadencia y el retroceso socioeconómico de localidades, municipios y regiones enteras en el país.

Esta publicación no es Gratuita, solo la solidaridad puede mantenerla a flote. Los gastos son costeados por sus editores

Nous pensons qu'une société sans médiation, sans spectacle, sans misère, sans autorité, sans lois, sauf celles que nous choisirons, sans discrimination, sans simulation, sans oppression et sans servitude est possible.

Nous n'avons rien contre l'utopie, rien n'est plus loin de la réalité actuelle, mais nous savons qu'il est beaucoup plus utopique de rêver à un futur "État du bien-être" qu'à une société qui ne fonctionnerait que grâce aux efforts de tous dans les temps à venir.

Pour ceux qui croient que nous voulons vivre dans le désordre, nous voulons dire que nous serions enchantés par l'unique ordre qui ne naît pas des chaînes de la servitude, un ordre qui naîtrait de notre liberté accomplie : le seul ordre que nous entendons comme naturel et antagonique avec le désordre actuel, c'est-à-dire l'ordre qui est imposé par les autorités.

Comme nous aspirons à une société d'individus libres et pleinement épanouis, comme nous savons que les États assument l'actuel régime d'exploitation en ces temps modernes (l'esclavage salarié), nous ne pouvons pas faire moins que nous déclarer comme les ennemis de ce régime. Ainsi, sont invitées à collaborer toutes les personnes intéressées, sauf celles qui, d'une manière ou d'une autre, vivent du travail d'autrui.

Alors que les classes dirigeantes nous maintiennent dans l'inaction, dans la réflexion, dans le manque de solidarité, dans l'isolement, dans l'attente de choisir de nous donner un avenir meilleur, nous croyons que le principal coupable, celui qui ne nous permet pas de bien vivre, ici et maintenant, est le policier que nous portons presque tous en nous-mêmes. Et ce policier sera victime un jour des attaques que nous lui portons.

Nous rejetons toute forme de participation politique au jeu du pouvoir, parce que nous pensons que le pouvoir politique n'est pas un outil de transformation de la société, mais une façon expéditive avec laquelle les classes dominantes imposent leur volonté, en utilisant le cadre de l'État, son armée, sa

police, ses juges et ses bourreaux. Nous ne voulons pas légiférer à propos du fonctionnement de telles institutions, mais les éliminer ! Nous voulons vivre d'une manière différente que celle que proposent les partis de gauche, du centre, de droite ou leurs intermédiaires dans ou à l'extérieur de notre pays. Nous n'avons pas l'intention de nous ériger en porte-parole de qui-conque, excepté de nous-mêmes et de ceux qui nous rejoignent tout au long du chemin. Nous n'avons rien à attendre de l'État, mais nous n'hésiterons pas à utiliser ce qu'il nous a volé. Compte tenu des difficultés, cette publication sortira quand elle le pourra. »

En publiant ce journal, nos compagnons cubains prennent des risques énormes, ils risquent des années de prison selon la loi cubaine qui interdit toute publication libre. La solidarité politique internationale est importante en cas de répression et d'obstruction contre-intelligence et de la sécurité d'État, quand nos compagnons seront inquiétés pour leurs activités.

La renaissance d'un mouvement libertaire à Cuba, l'existence d'un Forum social autogéré sont des éléments-clés afin d'entreprendre un large travail de conscientisation. Mais pour développer les courants libertaires et les courants critiques de type autogestionnaire, fédéraliste et écologiste, il faut des moyens matériels qu'il est difficile de trouver sur l'île. De là, l'importance du soutien extérieur, même s'il s'agit d'une action délicate, car l'aide internationale aux mouvements d'opposition est considérée par le gouvernement comme un financement de l'«Empire» en faveur de la contre-révolution.

Nous rappelons que l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA) et le Groupe d'appui aux libertaires et aux syndicalistes indépendants de Cuba (Galsic) ont lancé une campagne internationale de solidarité avec les libertaires cubains. Pour l'envoi de matériel (livres, revues, CD, DVD, etc.), prenez contact avec le Galsic : cubalibertaria@gmail.com

Daniel Pinos Barrieras

Pour soutenir les compas de l'Atelier libertaire de La Havane, vous pouvez faire parvenir votre aide financière sur un fonds de soutien permanent qui sera à la charge de l'Internationale des Fédérations anarchistes. Envoyez vos dons à l'IFA : Société d'entraide libertaire (SEL) c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon CEDEX (chèques à l'ordre du SEL, mention Cuba au verso). Pour plus d'informations sur nos compagnons cubains : <http://www.polemica.cubana.fr>
<http://observatoriocriticodesdecuba.wordpress.com>

Brèves de combat

Brazil...

La mobilisation massive d'environ un million de personnes dans une dizaine des principales villes du Brésil a été un événement unique dans l'histoire politique du pays. La hausse des tarifs du transport public est à l'origine des mouvements populaires et a donné naissance au MPL, le Mouvement pour le tarif zéro. À quand la tâche d'huile dans le monde entier pour la libre circulation des personnes ?

Tarnac : l'enquête étouffée

Le secret défense empêche la justice de faire toute la lumière sur le groupe de Tarnac, Julien Coupat et Yildune Lévy que Sarkozy et MAM appelaient des terroristes et sont toujours en train de se battre pour tenter de démontrer qu'ils ne sont absolument pour rien dans le sabotage d'une caténaire d'une ligne de TGV en 2008. En effet, la juge vient de clore l'enquête truffée de rapports pleins de « flous artistiques » rédigés par des flics de la DCRI. Ça a du bon le secret défense pour défendre les petits poulets affabulateurs...

Un journaliste honnête

Une chanson de Léo Ferré se moquait des « journalistes honnêtes ». En voilà au moins un : après avoir été empêché d'enquêter sur Notre-Dame-des-Landes, le journaliste Hervé Kempf a quitté le quotidien *Le Monde*. Il y travaillait depuis 1998 comme spécialiste de l'environne-

Météo syndicale

ON EN A CAUSÉ pendant les vacances et c'est passé à la trappe : l'hospitalisation du secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon. Un moment, langues et « tweeters divers » se sont agités : intervention cardiaque programmée depuis longtemps ou désir d'être absent à la rentrée des débats avec l'exécutif ?

Dès la dernière semaine d'août, le Premier ministre a reçu ce qu'on appelle en ce XXI^e siècle les « partenaires sociaux ». Comme de bien entendu, la CFDT a été tête de gondole le lundi 26 août, les autres boutiques syndicales ne se bousculant pas au portillon ; quant aux organisations patronales, leur silence peut laisser croire que la chose est bien engagée à leurs profits. D'où notre interrogation au début de ces lignes... Le débat syndical sur la retraite sera comme il y a quelques mois. La CFDT courant se jeter dans les bras du Medef, et CGT-FO formant le bloc oppositionnel, cela restera-t-il pour des lustres ? Si on a bien compris, l'actuelle direction de la CGT (marchant dans le sillon déjà tracé par Bernard Thibault...) freine de quelques fers et rejoindrait *in facto* son « tandem maudit » avec la CFDT*. Pour l'instant on ne cause plus d'autonomie syndicale, le « spectre de l'anarcho-syndicalisme » est au placard, le syndicalisme tout court aussi.

Les universités d'été de gauche et d'ailleurs ont été à la une, ancrant dans les esprits que la solution à la crise passait par la case « électorat du Front de gauche ». Se réunir ça et là sur fond d'insatisfactions populaires et laisser des miettes au syndicalisme semble être le message politique. Fin juin, il y avait d'autres avis. Ainsi Thierry Lepaon regrettait qu'« il n'y ait plus de lieu

officiel où l'on peut discuter des rémunérations dans notre pays. On a le sentiment aujourd'hui que parler salaire devient presque une insulte à la nation ».

Mais reprenant les chemins léninistes, il y a en ce moment des dysfonctionnements dans la courroie de transmission. L'« ogre dirigeant » Front de gauche diverge sur la position à adopter vis-à-vis du Parti socialiste, faut-il être docile et compréhensif ou... objectif ?

Un coup d'œil dans le rétroviseur : en 1851, le duc de Morny, ministre de l'Intérieur, déclarait : « Le repos du dimanche est nécessaire à la santé et au développement intellectuel des classes ouvrières. » Diable (sic), autorisation pour le prolétariat de se reposer pour célébrer le Très-Haut en engloutant ainsi les jeunes revendications ouvrières ? Il faudra attendre longtemps pour que les aumônes octroyées par le capital dépassent la messe du dimanche !

Aujourd'hui où on oublie tout ce qui vient des luttes ouvrières, faudrait-il qu'on se contente de l'éditorial de la *Nouvelle Vie* ouvrière du 22 août : « Car ils sont inquiets les maîtres argentiers du monde, ils redoutent l'explosion sociale qui nuirait gravement à leur santé et à la compétitivité de leurs placements boursiers. » Voilà qui aurait plu à Pierre Monatte !

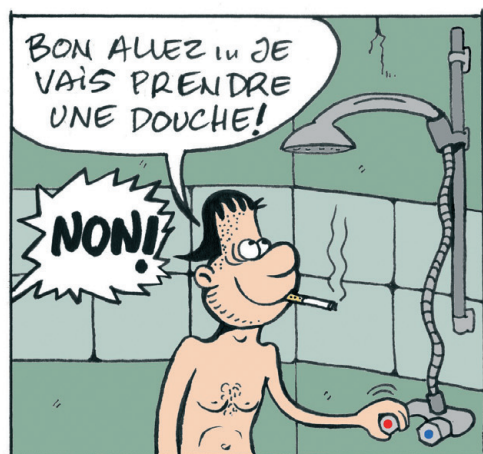
Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

* Dans ce que les médias appellent « le dossier explosif des retraites ». Nous saurons après, ce qu'il en est réellement. Dire que les carottes sont cuites est certes un peu trivial, mais...



PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Les boulots bidons

David Graeber



DANS LES ANNÉES 1930, John Maynard-Keynes avait prédit que, à la fin du xx^e siècle, les technologies seraient suffisamment avancées pour que des pays comme le Royaume-Uni ou les États-Unis envisagent des temps de travail de quinze heures par semaine. Il y a toutes les raisons de penser qu'il avait raison. Et pourtant cela n'est pas arrivé. Au lieu de cela, la technologie a été manipulée pour trouver des moyens de nous faire travailler plus. Pour y arriver, des emplois qui sont, par définition, inutiles ont été créés. Une masse de gens, en Europe et en Amérique du Nord en particulier, passent leur vie professionnelle à effectuer des tâches qu'ils savent être dépourvues d'utilité réelle. Les nuisances morales et spirituelles qui accompagnent cette situation sont profondes. C'est une cicatrice qui balafre notre âme collective. Et pourtant personne n'en parle.

Pourquoi l'utopie promise par Keynes – et qui était encore attendue dans les années 1960 – ne s'est-elle jamais concrétisée? On nous dit aujourd'hui que Keynes n'a pas su prédire la croissance massive du consumérisme. Nous aurions eu le choix: moins d'heures de travail ou davantage de consommation. Nous aurions collectivement choisi de consommer plus. Voilà une jolie fable morale. Cependant, il nous suffit de réfléchir un instant pour voir qu'elle est mensongère. Certes, nous avons été témoins de la création d'emplois et d'industries nombreux et variés depuis les années 1920; cependant, peu ont un rapport avec la production et distribution de biens de consommation: sushi, iPhones ou baskets à la mode.

Quels sont donc ces nouveaux emplois? Un rapport récent comparant l'emploi aux États-Unis entre 1910 et 2000 nous en donne une image claire (un autre rapport lui fait écho au Royaume-Uni). Au cours du siècle dernier, le nombre de travailleurs employés dans l'industrie ou l'agriculture a dramatiquement diminué. Dans le même temps, les emplois «diplômés, cléricaux, d'encadrement, de vente ou de services» ont triplé, passant «d'un quart à trois quarts des employés totaux». En d'autres mots, les métiers productifs ont largement été automatisés (même en comptant les employés de l'industrie en Inde et en Chine, la

part de travailleurs dans la population mondiale a largement diminué).

Mais plutôt que de permettre une réduction massive des heures de travail pour libérer la population mondiale et leur permettre de poursuivre leurs projets, plaisirs et idées, nous avons pu observer un gonflement, non seulement du secteur des «services», mais aussi du secteur administratif, jusqu'à la création de nouvelles activités comme les services financiers, le télémarketing, ou l'essor sans précédent de secteurs comme les avocats d'affaires, l'administration universitaire ou hospitalière, les ressources humaines ou encore les relations publiques. Et ces chiffres ne prennent pas en compte tous ceux qui assurent un soutien administratif, technique ou sécuritaire à toutes ces industries, voire toutes les autres industries annexes rattachées à celles-ci (les toiletteurs de chiens, livreurs de pizza ouverts toute la nuit, etc.) qui n'existent que parce que tout le monde passe trop de temps au travail. C'est ce que je vous bidons»

Qu'est-ce qu'un emploi inutile?

C'est comme si quelqu'un inventait des emplois sans intérêt, juste pour tous nous tenir occupés. Et c'est ici que réside tout le mystère. Dans un système capitaliste, c'est précisément ce qui n'est pas censé arriver. Dans les inefficaces anciens États socialistes, comme l'URSS, où l'emploi était considéré comme un droit et un devoir sacré, le système fabriquait autant d'emplois qu'il était nécessaire (une des raisons pour lesquelles il fallait trois personnes pour vous servir dans les supermarchés un morceau de viande). Mais, c'est le genre de problème que le marché compétitif est censé régler. Selon les théories économiques, en tout cas, la dernière chose qu'une entreprise qui recherche le profit va faire est de balancer de l'argent à des employés dont elle n'a pas besoin. Pourtant, c'est ce qui se passe.

Les entreprises multiplient les campagnes de licenciement, celles-ci touchent principalement la classe des gens qui produisent, bougent, réparent ou maintiennent les choses en bon état de fonctionnement. Toutefois, sans raison, le nom-

bre de salariés «gratte-papier» augmente. De plus en plus d'employés se retrouvent, au contraire des travailleurs de l'ex-URSS, à devoir travailler quarante ou cinquante heures par semaine. Ils ne travaillent pourtant de façon réellement efficace que quinze heures, ainsi que Keynes l'avait prédit, et passent le reste du temps à organiser ou assister à des séminaires de motivation, mettre à jour leurs profils Facebook ou télécharger des séries télévisées pour tromper l'ennui.

L'explication de ce phénomène n'est définitivement pas économique: elle est morale et politique. La classe dirigeante a découvert qu'une population heureuse et productive, avec du temps libre, est dangereuse (pensez à ce qui a commencé à se réaliser dans les années 1960). Associer le travail à une valeur morale, et affirmer qu'il est impératif d'y consacrer ses journées, est particulièrement pratique pour elle.

En constatant les tâches et responsabilités administratives de plus en plus importantes dans les universités, j'ai eu une vision de l'Enfer: un ensemble de gens consacrant la majeure partie de leur temps à une tâche pour laquelle ils n'ont ni goût ni aptitude. Imaginons, de façon absurde, des ouvriers engagés pour leurs compétences en menuiserie, à qui l'ont demande de passer le plus clair de leur temps à cuire du poisson. La tâche n'a rien de passionnant, mais au moins s'agit-il d'une activité ponctuelle. Pourtant, l'idée que certains de leurs collègues puissent se consacrer, eux, à la menuiserie et échapper à la cuisson de poisson, les obsède. Sous peu, des piles de poissons mal cuits envahiront l'atelier. Cuire les poissons devient l'activité prioritaire dans l'entreprise, au détriment de la menuiserie.

Qu'est-ce qu'un emploi utile?

Maintenant, je réalise qu'un tel argument va inévitablement générer des objections: «Qui êtes-vous, pour définir quels emplois sont réellement nécessaires? Et c'est quoi votre définition d'utile? Vous êtes professeur d'anthropologie, pourtant qui a besoin de l'anthropologie?» (Et il est vrai que beaucoup de lecteurs de tabloïds pourraient voir mon travail comme l'exemple même de l'inutilité.) Et, jusqu'à un certain

ment et il assurait, chaque semaine, la chronique Écologie depuis février 2009. Il a été, à plusieurs reprises, l'invité de Radio libertaire, dans diverses émissions.

Deutschland Über Alles!

L'Allemagne deviendra, le 1^{er} novembre 2013, le premier pays européen à proposer officiellement la possibilité d'inscrire un sexe «indéterminé» aux nourrissons sur leur certificat de naissance. En Europe, un nouveau-né sur 5 000 est concerné (soit, en France, environ 200 nouveau-nés par an). Cette reconnaissance d'un 3^e genre par Berlin s'appuie sur une recommandation de la Cour constitutionnelle, qui estime que le genre ressenti et vécu est un droit humain de base. Bravo!

Grèce : marche arrière toute pour les séropos!

Le ministre grec de la Santé, Adonis Georgiadis, a réintroduit un décret sanitaire permettant à la police d'arrêter et de soumettre au test de dépistage du sida toute personne suspectée d'être un «danger potentiel de santé publique». Prostituées, migrants et toxicomanes sont visés.

Un mariage pour tous, pas vraiment tous!

En Australie, à Sydney, Auckland ou Wellington, sous prétexte de logiciel «pas mis à jour», on refuse tout bonnement le droit de se marier à des dizaines de couples homos français expatriés. Est-ce vraiment la bonne raison, se demandent ces derniers?



point, c'est vrai. Il n'y a pas de mesure objective de la valeur sociale du travail.

Je ne me permettrai pas de dire à quelqu'un, qui est convaincu qu'il apporte une réelle contribution à l'humanité, qu'en fait, il n'en est rien. Mais qu'en est-il des gens qui sont déjà convaincus que leur travail n'a aucun sens? Il y a peu, j'ai repris contact avec un ami d'enfance que je n'avais pas vu depuis l'âge de 12 ans. J'ai été étonné d'apprendre qu'il était d'abord devenu un poète, puis chanteur dans un groupe de rock indépendant. J'avais entendu certaines de ses chansons à la radio, sans savoir qu'il s'agissait de lui. Il était clairement brillant, innovant, et son travail avait sans aucun doute illuminé et amélioré la vie de plusieurs personnes. Pourtant, après quelques albums sans succès commercial, il perdit son contrat. Criblé de dettes et avec un enfant à charge, il finit comme il le dit lui-même «à suivre l'exemple de beaucoup de gens: s'inscrire par défaut en fac de droit». Il est aujourd'hui avocat d'affaires, travaillant pour une grande firme new-yorkaise. Il est le premier à admettre que son travail n'avait aucun sens, ne contribue en rien au monde, et selon lui, ne devrait même pas exister.

On pourrait être en droit de se poser beaucoup de questions, à commencer par ce que cela dit de notre société qui est en demande extrêmement limitée de musiciens et poètes talentueux, mais en demande apparemment infinie d'avocats spécialistes des affaires? (Réponse: si 1 % de la population contrôle la plupart des richesses disponibles, ce que nous appelons le «marché» reflète ce que ces 1 % pensent être utile ou important.) Mais encore plus, cela montre que la plupart des gens sont conscients de cette réalité. En fait, je ne pense pas avoir rencontré un seul avocat d'affaires qui ne considère son emploi comme merdique. Il en est de même pour toutes les nouvelles industries citées précédemment. Il existe une classe entière de professionnels qui, estimant que vous faites quelque chose d'intéressant (anthropologue, par exemple), feront tout dans une soirée pour éviter de parler de leur travail. Après quelques verres, ils risquent même de se lancer dans des tirades sur leur travail stupide et sans intérêt à leurs yeux.

Psychologiquement, tout cela est profondément violent. Comment peut-on discuter de dignité au travail, quand on estime que son propre travail ne devrait même pas exister? Comment cette situation peut-elle ne pas déboucher sur un sentiment profond de rage et de ressentiment? Pourtant, et c'est là tout le génie de cette société, les dirigeants ont trouvé un moyen, comme dans le cas des cuiseurs de poissons, de s'assurer que la rage des employés est directement dirigée contre ceux qui, quant à eux, font un travail qui a du sens. Dans notre société, il semble y avoir cette règle: plus le travail bénéficie aux autres, moins ce travail sera effectivement rémunéré et reconnu. À part une poignée d'exceptions (les médecins), cette règle est valide. Encore une fois, une mesure objective de la valeur du travail est difficile à

mettre en place. Cependant, un moyen simple de s'en faire une idée serait de se demander: qu'arriverait-il si cette classe entière de travailleurs disparaissait? Dites ce que vous voulez à propos des infirmières, éboueurs ou mécaniciens, mais s'ils venaient à disparaître, les conséquences seraient immédiates et catastrophiques. Un monde sans profs ou dockers serait bien vite en difficulté, et même un monde sans auteur de science-fiction ou musicien de ska serait clairement un monde moins intéressant. Il est moins évident de considérer comment le monde souffrirait de la disparition des directeurs généraux d'entreprises, lobbyistes, attachés de presse, télé-marketeurs, huissiers de justice ou consultants juridiques (beaucoup soupçonnent que la vie s'en trouverait grandement améliorée).

De la nuisance de l'utilité pour les dirigeants

De façon encore plus perverse, il semble exister un consensus sur la façon dont les choses se passent. C'est un des points forts du populisme de droite. Vous pouvez le voir lorsque les tabloïds s'en prennent aux cheminots, qui paralysent le métro londonien durant des négociations syndicales: le fait que ces travailleurs peuvent paralyser le métro montre que leur travail est nécessaire, mais cela semble être précisément ce qui embête les gens. C'est encore plus clair aux États-Unis, où les républicains ont réussi à mobiliser les gens contre les instituteurs ou les travailleurs de l'industrie automobile (et non contre les administrateurs des écoles ou les responsables de l'industrie automobile qui étaient la source du problème) à propos de leurs payes et prétendus avantages mirifiques: «Mais vous pouvez apprendre aux enfants! ou fabriquer des voitures! C'est vous qui avez les vrais emplois! Et en plus de ça vous avez le toupet de demander une retraite et la Sécu?»

Si quelqu'un avait conçu un plan afin de maintenir la puissance du capital financier, il ne s'y serait pas pris autrement. Les emplois réels, productifs sont sans arrêt écrasés et les employés exploités. Le reste de la population est divisé en deux groupes: la strate des chômeurs, universellement vilipendée, et une strate plus large de personnes qui sont payées à ne rien faire, dans une position qui leur permet de s'identifier aux perspectives et sensibilités de la classe dirigeante (managers, administrateurs, etc.) et particulièrement ses avatars financiers, mais en même temps ressassent leur ressentiment envers quiconque à un travail avec un valeur sociale claire et indéniable. Clairement, le système n'a pas été consciemment élaboré, mais a émergé d'un siècle de tentatives et d'échecs. Mais c'est la seule explication logique à cette question centrale: malgré nos capacités technologiques, pourquoi nous ne travaillons pas trois à quatre heures par jour?

D.G.

L'article original est disponible en anglais dans le numéro d'été 2013 du magazine Strike: <http://www.strikemag.org>

Le pouvoir disciplinaire de l'employeur

L'autre pilier du salariat



Sitta Neumayer

Groupe libertaire Louise-Michel
SUD Rail

LE POUVOIR DISCIPLINAIRE de l'employeur est une des marques de la spécificité du contrat de travail, qui exprime l'état de subordination du salarié. C'est le seul contrat où la loi délègue à une des parties un pouvoir de nature pénale.

En contrepartie, le Code du travail prévoit un cadre minimum (articles L.1331-1 à L.1334-1), censé apporter des garanties au salarié que sa situation sera examinée et tranchée avec un minimum d'objectivité. Pour la procédure disciplinaire, le Code du travail intitule bien la section «garanties de procédure» (articles L.1332-1 à L.1332-3).

Dans les grandes entreprises publiques, ce cadre est précisé dans un référentiel interne. À la SNCF, le RH0144 organise certaines modalités pratiques (mesures d'instruction, déclenchement, échelle des sanctions, personnes habilitées à prononcer la sanction, organisation et rôle des conseils

de discipline, notification de la sanction, prescriptions, etc.). Comme le Code du travail, ce RH0144 met en avant l'idée centrale de garanties, puisqu'il est intitulé «garanties disciplinaires et sanctions».

Le pouvoir disciplinaire au cœur du rapport de salariat

Le pouvoir disciplinaire est l'un des deux piliers du système de domination qu'est le salariat. Le premier pilier, c'est évidemment l'exploitation économique. Celui sur lequel nous tentons d'agir quand nous revendiquons de meilleurs salaires, de meilleures retraites, une meilleure protection sociale, le partage du travail et des richesses. Mais aussi lorsque nous luttons contre les externalisations des tâches ou de métiers entiers vers des prestataires extérieurs qui exploitent encore plus les salariés pour générer des profits dans des filiales (sociétés commerciales à

l'inverse de la SNCF entreprise nationale) ou d'entreprises complètement extérieures, mais liées à l'état-major des grandes sociétés publiques, car toutes ces personnes se complaisent dans la même élite économique-politico-sociale (il n'est qu'à voir ces patrons qui font des allers-retours entre SNCF, Vinci, un poste de préfet de région, Valeo, la RATP, un cabinet ministériel, la Poste, RFF, etc.).

Le second pilier du salariat, c'est ce pouvoir extraordinaire d'une des deux parties au contrat de travail (l'employeur) sur l'autre (le salarié) : le pouvoir de nature pénale qu'est le pouvoir disciplinaire. Avec lui, le patron est en situation de prononcer le premier « jugement » d'une séquence qui souvent s'arrête là car, pour de multiples raisons, le salarié et les syndicats décident de ne pas engager les recours (crainte du salarié d'aggraver son cas aux yeux de la direction, longueur et caractère aléatoire de la justice, inappétence des juridictions prud'homales à juger de l'opportunité d'une sanction disciplinaire, etc.).

Questionner ce pouvoir, revendiquer l'application des règles minimum de la justice « démocratique » (droits de la défense, répartition claire des rôles entre accuser, défendre et juger), c'est agir au cœur du contrat de travail. Ce n'est pas encore viser l'abolition du salariat, mais, un peu comme le mariage pour tous, c'est tenter de faire craquer l'institution de l'intérieur, en revendiquant une égalité des droits avec les justiciables de la justice pénale du dehors. Bon ! Comme pour le mariage, la justice extérieure n'est pas nécessairement une référence. Une fois que l'on sera tous calés dessus, il restera encore à tout détruire (sic). Mais cette dichotomie entre le réformisme aujourd'hui pour hâter la révolution demain est le lot des syndicats depuis un petit bout de temps...

Puisque l'argot ouvrier désigne une entreprise comme une « taule », on peut risquer le parallèle avec les prisons, et dire que la logique arbitraire du pouvoir disciplinaire dans le salariat, c'est comme la logique d'enfermement de la prison pour fonder le contrôle social dans la société (surveiller et punir, comme disait l'autre !).

Enfin, ce pouvoir disciplinaire revêt une importance croissante au sein des grandes entreprises publiques à statut, car il y est plus difficile de licencier. La pression, la répression et au final les licenciements (car ça existe aussi !) utilisent donc plus souvent qu'à leur tour la voie disciplinaire.

Insuffisances, anomalies et dérives

Dans la pratique, les équipes syndicales sont de plus en plus confrontées à des exemples de procédures disciplinaires dévoyées, à tous niveaux.

Au niveau de l'identification et de la qualification de la faute : des dissensions entre un chef et un agent sur la manière de faire ou

la légitimité d'une instruction donnée, ou sur l'atteinte des objectifs fixés dans le fameux entretien individuel d'appréciation (EIA), sont traitées sous l'angle disciplinaire.

Au niveau des mesures d'instruction, tout particulièrement lorsqu'interviennent des services de contrôle interne. À la SNCF, il y a une direction de l'éthique (sic), dont les textes qui encadrent son action ne sont assortis d'aucun contrôle possible sur le travail des enquêteurs. Pas de communication du rapport alors que la SNCF invoque son contenu pour sanctionner. Quand on n'assiste pas à des cas où les enquêteurs se comportent en véritables mafieux avec menaces et pressions diverses... Dans ce registre, la CGT-RATP a récemment dénoncé des pratiques policières internes dignes de barbouzes¹.

Au niveau du prononcé de la sanction, dans les cas qui ne relèvent pas du conseil de discipline : flou quant à la personne qui prononce la sanction compte tenu des organisations de plus en plus changeantes des entreprises. « Recours » bâtarde puisqu'il consiste à demander un réexamen par la même personne qui vient de prononcer la sanction.

Au niveau du respect des prescriptions : prescription des deux mois à partir de la connaissance des faits qu'a le service pour initier une procédure disciplinaire, prescription des faits ayant déjà donné lieu à une sanction (une deuxième faute bénigne doit être appréciée comme une faute bénigne, et non pas comme une faute grave sous prétexte qu'il y a eu précédemment une première faute bénigne).

Au niveau du refus des responsables de vérifier le respect formel de la procédure avant même d'envisager la sanction : lorsqu'on soulève une prescription, le chef refuse de l'envisager, en considérant que s'il y a une procédure disciplinaire, c'est qu'une faute doit être sanctionnée, la seule question étant de positionner son niveau en fonction des éléments.

Au niveau des conseils de discipline : leur organisation, le rôle de chacun, l'information et la formation de leurs membres, la portée de la décision qui est prise (notamment vis-à-vis des recours extérieurs devant les tribunaux pour contester la sanction), et tous les travers décrits ci-dessus que l'on voit reproduits ici aussi.

Au niveau du suivi de la sanction dans le dossier administratif : règles de disparition de la mention de la sanction au bout d'un certain temps, ou bien d'amnisties éventuelles conduisant au même effet.

Des conseils de discipline biaisés

Dans l'organisation du système judiciaire pénal normal, les rôles de chacun sont définis. Il y a un juge d'instruction (qui dans le système français est censé instruire à charge et à décharge). Lors du procès, il y a l'accusation (le ministère public et la figure du pro-

cureur), la défense (le prévenu et ses avocats) et le juge (qui vérifie la régularité de la procédure, qualifie l'infraction, les circonstances atténuantes ou aggravantes, et fixe le niveau de la sanction à l'intérieur du barème prévu pour l'infraction qualifiée).

Dans les conseils de discipline – à la SNCF au moins –, la situation est complètement biaisée.

Le dossier d'instruction est celui de l'entreprise, donc à charge (les éléments à décharge ne sont que ceux que l'agent aura pu fournir dans sa réponse à la demande d'explication écrite).

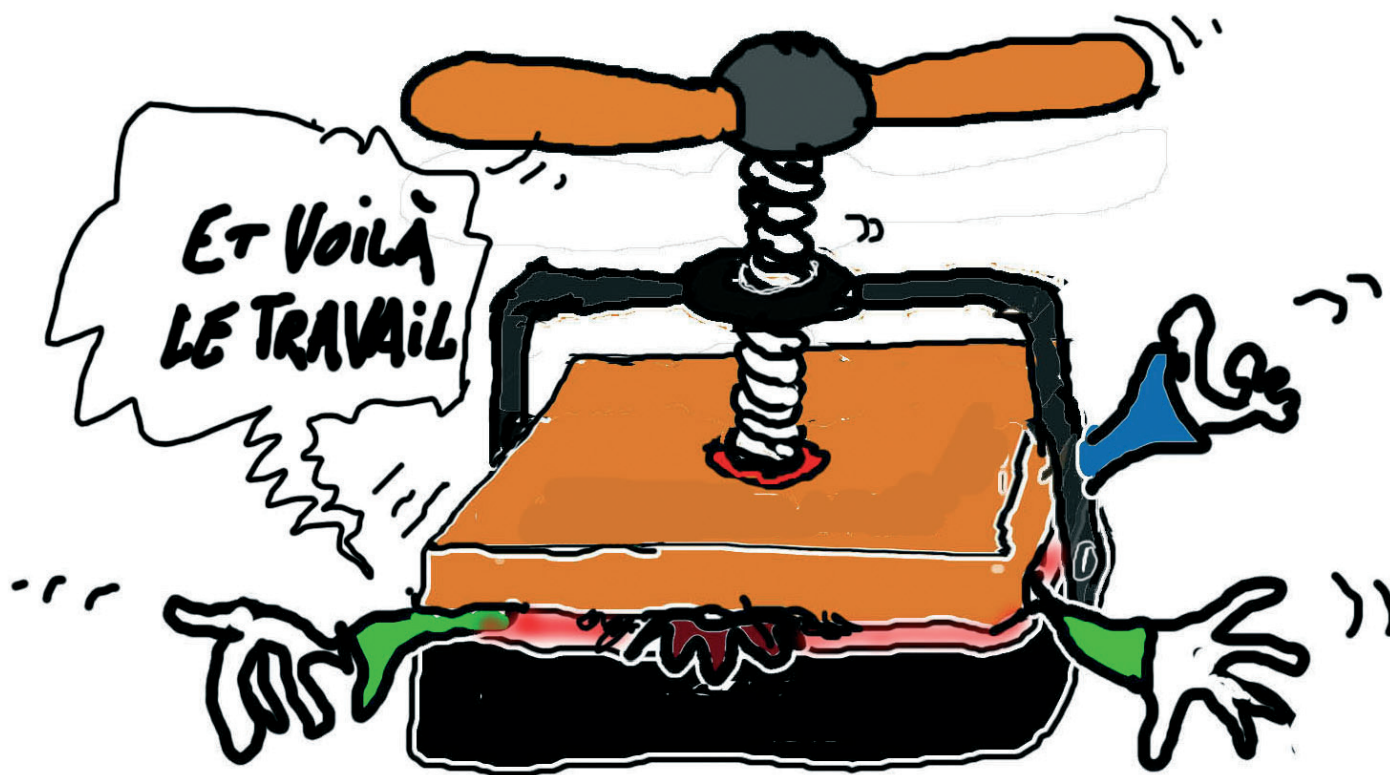
Il n'y a pas officiellement de procureur pour exposer et justifier le dossier d'accusation, car le président du conseil de discipline (généralement le RH du coin) est censé n'avoir qu'un rôle d'animateur. Mais dans les faits, il anime tout le conseil dans une logique à charge et se positionne comme un procureur, mais avec une posture de président de chambre de tribunal, ce qui est extrêmement pervers.

Surtout que ce président du conseil de discipline ne fait pas plus ce qui est le rôle du président de chambre : s'assurer que toutes les questions relatives à la constatation de la faute, à la régularité de la procédure, à l'évaluation de la sanction, soient bien posées et débattues. Tout particulièrement la constatation d'une faute qui relèverait bien d'une procédure disciplinaire, ou les prescriptions éventuelles, ne sont jamais examinées en préalable. Lorsque le salarié ou son défenseur soulève ces questions, elles sont toujours repoussées, et le président du conseil de discipline n'est pas le dernier à estimer devoir les écarter.

Les représentants des salariés, comme ceux de la direction, sont souvent ignorants de la philosophie d'une procédure de nature pénale comme celle-là, et aucune formation n'est vraiment dispensée par l'entreprise pour faire qu'ils sachent se positionner correctement. Dans les faits, c'est un peu un pensum et ils vivent la situation très souvent comme si on leur demandait simplement un avis « en leur âme et conscience ». Quand des membres du conseil de discipline ont une base de formation, c'est toujours côté direction, du fait des fonctions qu'occupe la personne dans l'entreprise. La compétence des membres d'un conseil de discipline, lorsqu'elle existe, est donc quasi systématiquement au profit de la direction, avec une forte logique à charge.

Tout ceci concourt à ce que, dans les faits, le conseil de discipline est vécu comme un organe devant prononcer une sanction, la seule marge étant son niveau (les représentants des salariés essayant plutôt de la minimiser, ceux de la direction plutôt de la maintenir ou de l'augmenter).

Or, le seul fait de prononcer une sanction, fait qu'ensuite, si l'on exerce un recours juridictionnel devant les prud'hommes,



PG

ceux-ci ont tendance à considérer que la décision unanime d'un conseil de discipline de donner un avis favorable pour une sanction (même si elle a été réduite par rapport à celle initialement demandée) est une preuve de ce qu'il y avait bien matière à sanction. C'est très difficile de faire revenir un tribunal sur les conditions de l'instruction, la preuve de la réalité des faits, la régularité de la procédure disciplinaire, etc.

Dans certaines autres grandes entreprises publiques, comme la Poste, il est fait appel à un juge professionnel pour présider les commissions de discipline. C'est donc bien qu'il y a un vrai sujet dans les modalités de cette instance, pour garantir le déroulement et le dénouement des procédures disciplinaires avec un minimum d'objectivité.

Que faire ?

D'abord, au sein des équipes syndicales, des syndicats, des fédérations, c'est un sujet qui peut paraître annexe, tant nous sommes attaqués de toutes parts et de plus en plus brutalement. Pourtant, en soulignant l'aspect politique fort de la conception même du pouvoir disciplinaire dans l'«ordre» du droit du travail, on peut peut-être réintéresser les salariés, adhérents et militants, à penser le rapport de travail et à être à l'initiative de cette pensée. Ne pas toujours se laisser balader par les calendriers et les sujets des tables rondes, négociations annuelles, comités de suivi, etc., par lesquels les directions

épuisent ce qui reste de forces militantes dans les syndicats représentatifs (c'est flagrant dans les grosses entreprises publiques).

Ensuite, même sans idéaliser la justice extérieure, arriver à caler la police et la justice interne des employeurs, vis-à-vis des salariés, sur certains grands principes du droit, à commencer par les droits de la défense, ce ne serait pas négligeable.

Enfin, au sein des syndicats, prévoir et assurer une formation minimum des représentants appelés à siéger dans les conseils de discipline, est nécessaire.

Dans cette perspective, des axes de revendication (à tous les niveaux) peuvent être tracés :

- Mieux encadrer la constitution du dossier pour garantir une instruction moins systématiquement à charge.

- Mieux encadrer l'intervention des services de contrôle/police interne, et l'accès aux conclusions de leurs rapports.

- Revoir la constitution des conseils de discipline et clarifier le rôle de chacun, avec une mesure intéressante qui serait de faire appel à des juges professionnels pour arbitrer ces conseils.

- Préciser expressément que le conseil doit examiner et trancher la recevabilité du dossier d'accusation quant à la preuve de la réalité des faits, leur qualification et la régularité de la procédure, en préalable à tout examen de la sanction elle-même et de son niveau.

- Négocier avec nos directions une formation minimum due par la boîte aux représentants appelés à siéger dans les conseils de discipline (représentants des salariés comme de la direction, comme le représentant RH si on devait continuer à ne pas avoir recours à des juges professionnels pour arbitrer). Une formation dont le contenu aura été calé avec les syndicats, pour qu'elle reprenne bien les points précédents. **S. N.**

1. Voir le communiqué de presse CGT-RATP du 18 juillet 2013, dénonçant les pratiques de l'Inspection générale des recettes (IGR) dans l'application de l'instruction générale n° 541 de novembre 2011.

Plantes GM : piège à cons

Les cafards se rebiffent



Marc Silberstein

Groupe libertaire Louise-Michel

S'IL EST UN DÉBAT extrêmement houleux, c'est bien celui sur ces OGM que sont les plantes génétiquement modifiées (PGM). Les pro-PGM (qu'ils soient industriels, agriculteurs, scientifiques, politiciens, médiocrates) regardent avec mépris les opposants aux PGM, décrits comme des rétrogrades obtus, refusant les bienfaits d'une modernité étincelante... S'il est vrai que les arguments de certains «anti» peuvent parfois voler aussi bas qu'un ver de terre, la question des modalités agricoles que l'on peut souhaiter afin d'assurer tout à la fois la plénitude alimentaire et le respect de l'environnement est si importante que ces querelles confinent trop souvent à l'absurde; la suffisance des premiers n'ayant d'égal que l'idolâtrie de la «Nature» (avec un grand N) des seconds. Je serai clair : pour moi, le combat contre les plantes OGM¹ doit principalement (mais bien sûr pas exclusivement) se dérouler sur deux plans : 1° celui de la critique de l'agro-industrie, de ses multinationales prédatrices et de leur impérialisme des pratiques agricoles; 2° celui des alternatives rationnelles à cette agriculture dévastatrice (en

ressources énergétiques, génétiques, en eau, etc.), bref être une offensive contre l'économie de marché et ses diktats, notamment à propos de la brevetabilité du vivant, de la spéculation alimentaire et de l'assujettissement des petits paysans aux firmes semencières. Et de ce point de vue, le débat est tranché : ces produits de l'agro-industrie sont inutiles et néfastes; ils n'ont pas pour vocation réelle, contrairement au marketing bien huilé des firmes et de leurs affidés, la performance agricole et la lutte contre la famine, mais la profitabilité maximale – rente et dividendes étant les deux mamelles de cette agrocynisme. Les questions relatives à la toxicité des PGM (pour ceux qui les ingèrent), à la pollution génétique et à la diminution de la biodiversité sont bien sûr importantes, mais elles sont, pour des raisons trop longues à décrire ici, moins décisives en l'état actuel des connaissances – pour certaines d'entre elles. Et pour être totalement clair, j'ajouterai que je ne suis pas un opposant systématique aux OGM – c'est pourquoi j'insiste dans cet article sur le terme «PGM» pour bien le distinguer du terme générique

«OGM», qui recouvre des organismes très divers pour lesquels les problèmes et questionnements ne sont pas systématiquement les mêmes – et plus largement aux biotechnologies; il suffit de penser, pour donner un exemple rapide, aux bactéries GM en milieu confiné qui servent à produire massivement et à moindre coût l'insuline dont les diabétiques ont besoin pour vivre.

Toutefois, un nouvel élément à caractère scientifique est à verser au dossier du système socio-technique que sont les PGM: la mise en évidence sur des champs de maïs et de coton GM que ces plantes ne sont même pas capables de remplir pleinement le rôle qu'on leur assigne, à savoir lutter contre les insectes nuisibles par leurs propres moyens². Bien évidemment, les médias de masse³ ne facilitent pas la compréhension de ces débats scientifiques, sociétaux, politiques; que l'on se rappelle l'exemple récent du traitement médiatico-merdique de ce qui fut appelé l'affaire Séralini, affaire perdue dans le puits sans fond des engouements médiatiques sans lendemain...

L'étude OGM Bt

Une étude de grande portée vient d'être publiée dans la revue *Nature Biotechnology* montrant qu'une proportion significative des insectes censés être décimés par les PGM secrétant des toxines insecticides (appelées dans ce cas Bt⁴) devient résistante à ces toxines, par un effet de sélection naturelle (au sens darwinien du terme). Phénomène proche de ce que l'on connaît avec l'utilisation intempestive des antibiotiques qui sélectionnent des souches de bactéries devenant alors résistantes à ces mêmes antibiotiques, limitant ainsi drastiquement leur efficacité. On pouvait d'ailleurs anticiper ces effets de sélection par simple analogie avec le système antibiotiques/germes. Les promoteurs des PGM ne sont pas dupes ou ignorants de cela, disons que généralement ils «oublient» de parler de ce «petit» détail...

Mettant en exergue des résultats déjà connus mais de moindre portée statistique, cette méta-analyse⁵ apporte de sérieux arguments au sujet de la résistance des insectes nuisibles à la toxine des OGM Bt; elle a été établie pour cinq espèces d'insectes ravageurs de plantes sur les treize les plus connues. Une étude de 2005 montrait qu'une seule espèce était devenue résistante, ce saut quantitatif en si peu de temps est donc très éloquent. Entre-temps, les surfaces cultivées avec du maïs et du coton GM Bt ont fortement augmenté (le maïs Bt représente entre 79 et 95 % du maïs planté en Australie, Chine, Inde, aux États-Unis en 2010-2012), ce qui a provoqué ce qu'on appelle une pression de sélection sur les insectes censés être combattus par les PGM en cause. L'étude avait notamment pour but, outre de montrer le développement de ces résistances, d'analyser les raisons des différences de résistances et de vulnérabilité selon



les zones géographiques, les taux et vitesse d'évolution de ces deux paramètres. Entre autres enseignements, là encore pas inédits, mais solidement étayés, cette étude montre qu'un des moyens de limiter ce défaut majeur est de placer les cultures GM à proximité de zones dites refuges, plantées en végétaux non GM, où les insectes non résistants peuvent batifoler et se reproduire avec les insectes résistants, en espérant une dilution génétique, qui rendrait à nouveau majoritairement non résistantes les populations d'insectes présentes dans ces champs. Notons encore que la surface de ces zones tampons doit être proportionnelle à la baisse de l'efficacité des PGM. L'étude montre aussi que ces PGM Bt présentant, de fait, une absence de variabilité génétique, ne sont pas efficaces de manière homogène, et leur aptitude à combattre les insectes ravageurs est modifiée par le lieu où elles sont plantées, avec des taux d'efficacité

insecticide pouvant chuter fortement là où 1° les conditions biotiques (c'est-à-dire le milieu vivant où se fait la culture) ne sont pas adéquates pour la PGM en cause et où 2° les conditions agricoles – contraignantes – ne sont pas mises en œuvre en tenant compte des recommandations des producteurs de ces OGM – notamment le besoin de créer des zones refuges telles qu'évoquées plus haut. Il y a ainsi de fortes différences d'efficacité entre les États-Unis d'une part, la Chine et l'Inde de l'autre. Etc.

Les modélisations et les observations de terrain indiquent que l'acquisition de la résistance aux toxines Bt produites par le maïs OGM prend entre deux et quinze ans, selon les circonstances. Soit des périodes très courtes, à l'échelle des activités humaines. Lutter contre cet effet se fait au prix d'un investissement scientifique, technologique, industriel, financier, etc., d'une ampleur

considérable, sans compter les aspects sociétaux, en termes de droit, de démocratie, d'autonomie des choix des populations, etc. De quoi, somme toute, ne pas fantasmer comme des bêtes sur les bienfaits prétendument inégalables d'une filière techno-industrielle dont la propension à pratiquer la fuite en avant et l'aventurisme technique est démesurée.

Le tour de passe-passe

Évidemment, la contre-argumentation des zéloteurs des PGM est prévisible : ces plantes sont améliorables, toujours par transgénèse⁶ ; il suffit donc de les améliorer (par exemple pour qu'elles expriment plusieurs protéines toxiques au lieu d'une, et en plus forte concentration) et le tour est joué. Ce qui est déjà le cas avec des PGM présentant deux gènes différents pour sécréter deux versions de la toxine Bt, ce qui fait que si l'une est de moindre efficacité, il est peu probable que l'autre le soit également. D'autres biotechnologies encore plus pointues (ARN interférents, par exemple) sont envisagées, par exemple doter une plante – toujours par transgénèse – de gènes codant une protéine toxique pour l'insecte à combattre, mais au lieu d'insérer un gène « naturel », on pratique l'insertion d'un gène artificialisé, de sorte qu'il code une protéine aux propriétés conçues par les entreprises de biotechnologie. De fait, toutes les interrogations et attentes quant à la dangerosité biologique des PGM s'en retrouvent amplifiées, alors même que le débat n'est pas tranché au sujet des PGM « classiques ». Le processus de course-poursuite entre la plante à protéger et l'insecte à dézinguer est enclenché de manière sidérante. Cela s'appelle la « course à l'armement » : on se défend avec une arme A, l'agressé contre-attaque, on se défend alors avec une arme A+, l'agressé contre-attaque, on prend alors une arme A++, etc., etc., dans un cycle qui peut continuer longtemps (sauf extinction de l'un des protagonistes). C'est un processus on ne peut plus fréquent dans la nature, mais qui se déroule généralement sur de très longues périodes. Ici, tout serait amplifié et démultiplié, sans raison essentielle. De plus, ces résistances des insectes aux toxines issues de PGM obligent alors les agriculteurs à pratiquer... des pulvérisations insecticides de synthèse, justement ces produits dont la propagande pro-OGM prétend réduire l'usage. Après tout, vendre des semences GM et des insecticides de synthèse fait partie du même business. Bref, pour que « ça marche », il faut un marteau-pilon pour écraser des mouches...

Pesticides à gogo

Hasard des publications, cette étude sort peu après la deuxième partie d'un rapport consacré à l'exposition de la population française aux substances chimiques de l'environnement, en l'occurrence les pesticides⁷. « Il s'agit de la première étude d'imprégnation de la population adulte par plusieurs substances chimiques en

France. » « Les données présentées dans cette étude constituent un état initial qui permettra, par la répétition dans le temps de tels travaux, d'évaluer les tendances de l'imprégnation de la population française par ces substances chimiques de l'environnement. »

Cette enquête met en évidence les effets à long terme de l'imprégnation du corps humain par de nombreuses substances chimiques – on y retrouve en effet des taux significatifs de certains produits pourtant interdits depuis près de trente ans – ; mais aussi que les mesures d'interdiction des substances dangereuses, nonobstant ce temps de latence plus ou moins long selon les produits, sont efficaces. « L'héritage historique de la pollution par les PCB reste marqué en Europe et en France. Pour les pesticides organochlorés, les mesures d'interdiction et de restriction d'usage semblent montrer leur efficacité ; il conviendra de vérifier leur efficacité, notamment en ce qui concerne certains chlorophénols. Une attention particulière doit être portée aux pesticides organophosphorés et aux pyrèthrinoïdes [la famille d'insecticides la plus utilisée actuellement en France] pour lesquels les niveaux français semblent être parmi les plus élevés en référence à des pays comparables. »

La conséquence politique d'une étude de ce genre est que les pouvoirs publics ne doivent jamais tarder à user d'efficaces mesures de coercition et à inciter au développement de filières et des procès industriels utilisant des procédés alternatifs (dans l'agriculture, le bâtiment, l'électronique, etc.). On espère ne pas avoir à douter de la célérité des instances concernées quant à la mise en place de telles mesures pour les produits les plus préoccupants...

Conclusions

D'un côté une nouvelle étude suggérant fortement que les PGM ne sont pas la panacée que l'on nous promet pour limiter drastiquement les pesticides de synthèse (ici des insecticides), de l'autre une étude qui alerte sur les dangers à long terme de l'utilisation abusive de ces substances. Les pro-PGM possèdent certes l'atout de provoquer l'illusion du clinquant, celui de pouvoir clamer que davantage de PGM égale moins de pesticides de synthèse, et donc que l'usage intensif des PGM est une mesure de salubrité publique ; il est néanmoins patent que des études comme celle que j'ai mentionnée plus haut s'avèrent être les indices convaincants que le ver est dans le fruit, que ces promesses sont indues et que la fascination exercée par ces solutions technologiques est suspecte. Autre conclusion cruciale : la recherche et surtout la promotion d'alternatives crédibles à ces techniques agricoles à haut risque sont une nécessité absolue.

Ces deux nouvelles scientifiques (et « politiques »), elles aussi ravalées loin derrière les récits angoissés des piètres résultats du PSG qui font le quotidien des médias susmentionnés, sont donc d'une grande importance, même si elles ne sont pas totalement inédites ; on peut considérer qu'elles se conjuguent avec force pour signifier que les deux piliers

de l'agriculture intensive – OGM et abus de pesticides de synthèse – sont des impasses dangereuses et trompeuses lorsqu'elles installent à leur entrée d'énormes panneaux lumineux indiquant « Ici on rase gratis ». Des pièges à cons... **M. S**

1. La question de pose avec moins d'urgence pour les animaux GM, mais la vigilance s'impose. Voir le livre de Léo Coutellec, *De la démocratie dans les sciences*, Éditions Matériologiques, 2013, dans lequel il rend compte des efforts d'industriels américains pour imposer la production de saumons GM, ce qui serait alors une porte ouverte à la production d'autres animaux industrialisés GM.

2. Voir Stéphane Foucart, « Les insectes survivent de mieux en mieux aux OGM », *Le Monde.fr*, 12 juin 2013, lequel s'appuie sur un article de Bruce Tabashnik, Thierry Brévault & Yves Carrière, « Insect resistance to Bt crops: lessons from the first billion acres », *Nature Biotechnology*, 31(6), juin 2013, que je commente ici.

3. La partie massive, la plus visible, celle qui construit l'opinion, la doxa, via les JT, les chaînes info, les unes clinquantes des news magazines, les pseudo-débats entre politicards et éditorialistes connivents ou artificiellement antagonistes, etc. Voir sur un plan général l'analyse récente de Richard Monvoisin, « La vulgarisation fabrique du consentement », *Le Monde.fr*, 20 juin 2013. Cependant, on peut trouver dans les interstices du grotesque barbare « médiarchique » des informations pertinentes, tel l'article de Stéphane Foucart.

4. *Bacillus thuringiensis*, bactérie qui sécrète naturellement des composés mortels pour certains insectes.

5. Étude statistique combinant les résultats de nombreuses études ponctuelles et indépendantes. Ici sont compilées 77 études portant sur huit pays.

6. L'incorporation d'un gène d'intérêt dans un organisme auquel on veut conférer une fonctionnalité particulière.

7. Nadine Fréry et al., *Exposition de la population française aux substances chimiques de l'environnement, tome II: Polychlorobiphényles (PCB-NDL) et pesticides*, Saint-Maurice, Institut de veille sanitaire, 2013. Disponible sur le site <invs.sante.fr>.





Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

Une histoire de l'UTCL

SYNDICALISTES ET LIBERTAIRES. En d'autres termes, comment une poignée de militants issus de l'ORA (Organisation révolutionnaire anarchiste), voire plus tard de l'OCL (Organisation communiste libertaire) et de l'OCA (Organisation combat anarchiste), créèrent et/ou animèrent de 1976 à 1991 l'UTCL (Union des travailleurs communistes libertaires) avant de la transformer en Alternative libertaire. Notons le sous-titre de cet ouvrage, *Une histoire de l'Union des travailleurs communistes libertaires* qui souligne honnêtement les limites de ce travail universitaire remis en forme pour publication. Il s'agit donc d'une histoire et non de l'histoire de cette organisation. En effet, pour en faire l'histoire, d'autres sources auraient été à croiser avec celles utilisées, d'autres acteurs militants de cette période auraient pu, dû, être rencontrés. Il s'agit donc d'un point de vue situé et référencé. Malgré ces limites, cet ouvrage de 290 pages relate avec précision l'action et l'implantation des militants de l'UTCL. C'est donc un témoignage utile et intéressant sur l'activité de certains libertaires engagés dans les luttes sociales au sein des entreprises.

Créée suite à leur départ, de fait leur exclusion de l'ORA, les militants de l'UTCL s'impliquèrent très tôt, comme bien d'autres libertaires de l'après 1968, dans la « gauche » autogestionnaire au sein de la CFDT, en réaffirmant le primat de la lutte des classes. Après avoir sommairement rappelé les positions de l'ORA, ses dérives marxisantes et l'illusion des « établis », l'auteur relate dans un premier temps la création de l'UTCL suite à une OPB bis¹, la tentative avortée en 1977 de rapprochement avec l'Asras (Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste) et sa fusion avec la petite OCA. Il rappelle aussi ses références à la plate-forme d'Archinov², sa conceptualisation d'une « dictature antiétatique du prolétariat » (sic) et la volonté de ses militants comme pour d'autres libertaires d'apparaître dans le cadre de « feuilles de boîte ». Il souligne le choix réaffirmé en 1981 de l'activité en entreprise et de la prise de responsabilité dans les structures syndicales ainsi que la participation des militants de l'UTCL, une fois encore avec d'autres, à la création des syndicats SUD pour,

in fine, engager « un processus d'autodépassement » (sic) aboutissant à la création d'Alternative libertaire en 1991.

Dans un deuxième temps, Théo Rival nous entraîne dans les luttes auxquelles participèrent de près ou de loin les militants de l'UTCL et dans celles qu'ils animèrent quelquefois : comités de soldats, exclusions de la CFDT après le recentrage, lutte contre la hiérarchie à l'Éducation nationale, grève des cheminots en 1986, etc., sans omettre les multiples « Je t'aime moi non plus » avec la LCR (NPA aujourd'hui) de cette modeste organisation qui ne dépassa jamais la centaine de militants.

En plus d'un riche cahier iconographique et de fortes annexes concernant cette Union, le texte de Théo Rival est suivi de longs entretiens collectifs³ avec quelques militants « historiques » de l'UTCL qui se livrent à une analyse critique objective de leur activité, tant dans ses réalisations positives que dans ses échecs relatifs mais bien réels.

On peut regretter quelquefois le ton hagiographique de l'ouvrage concernant l'UTCL, mais il reste un livre à lire à condition de le mettre en rapport avec la presse militante libertaire de l'époque et les autres ouvrages traitants de la même période⁴ afin d'en élargir les perspectives et de compléter le panorama de la lutte des anarchistes « ouvriers » dans cette période dont l'histoire reste à faire et dont ce livre n'est que l'une des premières contributions.

Hugues Lenoir

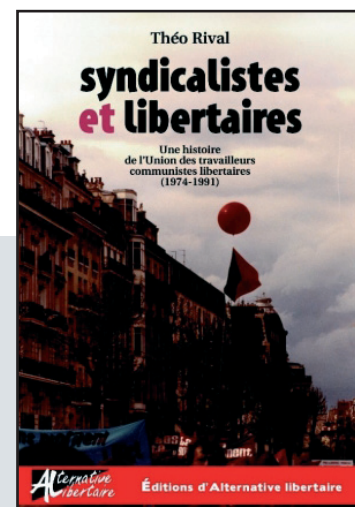
de la Fédération anarchiste

1. OPB : Organisation pensée bataille, clandestine, conduite par G. Fontenis dans la FA et qui aboutit en 1953 à l'éclatement de celle-ci.

2. Apparu après la Révolution russe, ce mode d'organisation s'oppose au synthésisme de la FA et est considéré par certains comme une dérive bochévisante de l'anarchisme.

3. Entretiens réalisés en 2005 par G. Davranche et G. Mariman.

4. Voir par exemple R. Berthier, *A propos de l'Alliance syndicaliste*, No Pasaran, sans date (2006?).



Théo Rival, *Syndicalistes et libertaires, une histoire de l'Union des travailleurs communistes libertaires (1974-1991)*, Paris, Éditions Alternative libertaire, 2013, 12 euros.

Bûcher, guillotine ou prison



« Il faut de tout pour faire un monde...
ou pour le défaire. »
Jacques Prévert, *Les Enfants du paradis*

André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barrué

C'EST UNE RÉPLIQUE DE CINÉMA proférée par la bouche de Marcel Herrand dans le rôle de Pierre-François Lacenaire qui, dans la vraie vie, assassin amer et suicidaire, était au nombre de ceux que l'injustice sociale révoltait. Pendant les jours qui précédèrent sa marche volontaire à la mort, il écrivit dans ses Mémoires : « Des pensées prodigieuses me montèrent au cerveau ; je vis d'un côté une société de riches, s'endormant dans leurs jouissances et calfeutrant leur âme contre la pitié ; d'autre part, une société de misérables qui demandaient le nécessaire à des gens qui regorgeaient de superflu. Je m'identifiai avec cette dernière société, je pris fait et cause pour elle, je devins elle... »

La guillotine fut son lot.

On a usé de tout temps du bûcher ou de la corde ainsi que nombre d'autres moyens pour mettre à mort les esprits libres, les hérétiques ou les assassins.

Pour les « pirates » somaliens contemporains, la prison leur est dévolue quand ils ne sont pas abattus tout simplement en mer. Plus de 1 000 seraient incarcérés de par le monde ; ils sont une vingtaine en France, emprisonnés ou en cours de procès.

L'imagination est grande pour anéantir ceux qui marchent en dehors des clous de la légalité que dictent les États. Mais, dans la Somalie de nos jours, d'État il n'y en a point trop, seulement un embryon qui végète au milieu de différents pouvoirs et de bandes armées diverses.

Pour autant, cet État embryonnaire et des chefs de guerre quelconques et éphémères délivrent à qui les demande des autorisations de polluer le pays et les eaux qui lui font face, cela sans souci des conséquences écologiques et sanitaires ; c'est là un droit d'abîmer et de salir en échange d'armes et de numéraire.

De fait, il n'existe pas de police maritime pour surveiller les eaux des 3 000 kilomètres de côtes somaliennes ; eaux envahies par des flottes internationales de pêcheurs qui se servent sans vergogne, sauvagement, intensivement, détruisant et désertifiant les fonds marins. De plus, l'endroit, tant sur la terre ferme qu'en mer, est devenu un dépotoir pour des déchets toxiques et pour des fûts radioactifs dont des mafias se débarrassent



en les jetant simplement à l'eau, empoisonnant les lieux et provoquant d'étranges maladies parmi les gens. S'y ajoutent – cause de marées noires – les nombreux dégazages des navires qui empruntent cette autoroute maritime qu'est le golfe d'Aden.

Comment ne pas penser qu'il y là matière à entretenir la colère des frères de la Corne de l'Afrique ?

Les pêcheurs de ce pays, déjà l'un des plus pauvres du monde, se retrouvent sans travail, devant une mer vide de poissons, affamés et contraints à une défense légitime. Ils sont donc devenus pirates, amenés à piller ceux qui les pillent, bien qu'ils se qualifient eux-mêmes de garde-côtes préleveurs de taxes. « On sait désormais, écrit Iskashato dans *Frères de la côte*, que leur rébellion avait dans l'ensemble un sens subversif explicite et une cohésion «partageuse» et autonome, annonçant à sa façon le socialisme utopique du XIX^e siècle et toutes les révoltes actuelles qui perpétuent divers projets de justice sociale et de liberté morale. Cette insurrection diffuse visait à une transformation des rapports sociaux incompatible avec le cours naissant de la domination capitaliste. » Mais la prison ou la mort, c'est le lot des «pirates».

En des temps plus lointains, moyen-âgeux, quand dans nos contrées il n'y avait, dit-on, qu'une seule religion, le catholicisme, quand « hors de mon Église il n'y avait pas de salut », quand ce christianisme connaissait pourtant quelques scissions qui elles-mêmes s'érigeaient en orthodoxie, des hommes et des femmes voulurent dire leur mot et vivre hors de la pensée majoritaire. Puisant dans l'orthodoxie, des esprits chercheurs s'emparèrent de formules ravageuses : « Où est Dieu, là est la liberté d'esprit », « Aime et fais ce que tu veux », « L'Esprit saint produit au grand jour la liberté, qui est l'amour ».

Ces libres esprits étaient cathares, albigeois, vaudois, joachimites, apostoliques, bégards et béguines, etc.

À première vue, le refus dont ils témoignèrent était moins économique que religieux. Cependant, une revendication sociale sous-tendait leur parole. Eux qui n'avaient rien, indigents pour la plupart, portaient en

eux la « qualité d'être tout ». Adeptes de la pauvreté, du non-avoir, ils aspiraient à un état de pureté et de perfection. Or tout est permis au parfait, à celui qui touche à l'innocence, à celui qui ne connaît plus la culpabilité.

La propriété est supprimée entre les adeptes, les biens sont mis en commun ; le mariage également est aboli et, bien vite, on radicalise l'amour courtois du temps, la « fin'amor ». Enfer et paradis sont sur terre et non pas dans des cieux : il faut donc jouir au maximum des plaisirs d'ici-bas.

Un état de liberté tous azimuts est proclamé – on s'autorise même de tuer –, plus rien n'est interdit, en particulier entre les hommes et les femmes, ce qui ne manqua pas de faire accuser ces esprits libérés de déviances sexuelles et de perversion.

Nous savons maintenant que ces libres esprits, avec le temps, devinrent libertins puis libres penseurs : « Il n'y a plus de Dieu, le monde existe de toute éternité, les religions sont un tissu d'absurdités » ; la porte de l'athéisme s'ouvrait grande...

Un grand nombre fut emprisonné ; on en brûla beaucoup. Le bûcher, c'est le lot des hérétiques.

Ce Lacenaire assassin et ces dissidents religieux n'avaient pour le moins pas les bonnes manières que souhaitent les gens ; pas plus que les pirates d'aujourd'hui ; et le bon peuple dira, moralisateur, qu'il y a d'autres façons de résister, d'autres méthodes pour lutter. Est-ce si sûr ? Le risque est de ne rien faire... Il n'empêche que nous sommes de plus en plus nombreux à penser, encore prématurément sans doute, que des idées et des pratiques nouvelles voient le jour, lentement. Mais savez-vous qu'il est difficile d'aller à contre-courant du monde et de ses habitudes, de convaincre que d'autres manières d'agir sont possibles ?

A.B.



Iskashato, *Frères de la côte*, mémoire en défense des pirates somaliens, traqués par toutes les puissances du monde, Paris, L'Insomniaque, 2013.

Faire vivre l'idéal libertaire

Éditions libertaires : pourquoi, comment ?

Il y a une quinzaine d'années, alors que des raisons professionnelles me faisaient débarquer sur l'île d'Oléron, je rencontrai Jean-Marc Raynaud, curieux personnage, à la fois bourru et attachant, qui, une fois l'an, déposait dans mon courrier un livre consacré à l'Algérie, à la guerre d'Espagne, édité à l'occasion du grand prix Ni Dieu Ni Maître. J'écrivais des bouquins, je partageais ses valeurs, je peux dire que nous nous apprivoisâmes facilement. C'est lui qui, jeune retraité (eh oui, ça existait encore !), devint la cheville ouvrière des Éditions libertaires, multipliant les livres comme d'autres les petits pains, et réussissant à faire vivre un catalogue éclectique et passionnant qui s'enrichit chaque année d'une quinzaine de titres supplémentaires. J'ai longtemps cherché un sujet qui me permettrait de le rejoindre dans cette aventure. En 2010, ce fut Meslier, Babeuf en 2012 et, cette année, Caracremada, un guérillero espagnol, disparu il y a tout juste cinquante ans. Tout ce temps, je n'ai pas cessé de voir Jean-Marc, c'est presque un voisin. Il m'a fait confiance pour quelques notes de lecture destinées au *Monde libertaire*, et récemment m'a proposé de rejoindre l'équipe des Éditions libertaires. Il ne se passe une semaine sans que nous soyons en contact téléphonique, ou autour d'un bon repas familial à Chaucre ou à Dolus d'Oléron. C'est donc tout naturellement, devant un petit verre de gaillac, que j'interrogeai l'animal au sujet des Éditions libertaires.

Thierry Guilabert

Thierry : Les Éditions libertaires, ça existe depuis quand ?

Jean-Marc : Depuis dix ans, véritablement.

T. : Il y avait, donc, des prémisses ?

J.-M. : C'est évident. Il y a une vingtaine d'années, une bonne part de notre équipe actuelle était en charge des Éditions du Monde libertaire (les éditions de la Fédération anarchiste). À un moment, nous avons passé, comme il se doit, le relais à d'autres camarades. Mais nous avons pris goût à l'édition. D'où l'idée de mettre sur pied une structure éditoriale libertaire autonome et amie de la Fédération anarchiste, dont nous sommes tous membres.

T. : Les Éditions libertaires, c'est qui ?

J.-M. : Une demi-douzaine de personnes. Dominique Lestrat, que l'on ne présente plus. Franck Thiriot, qui anime le Club du livre libertaire. Coach Wally Rosell, le chef d'orchestre de nos deux livres d'art sur les affiches de la révolution espagnole, du livre d'art sur les autocollants (*La Lutte des signes*), et l'âme du célèbre *Éloge de la passe*. Paco, toi et quelques autres, qui chroniquent nos livres ici et là. Bruno, qui gère le site. Solange, qui assume la lourde tâche des corrections et

mis en page. Moi-même, dans une fonction de coordination et de gestion. Ça c'est le noyau dur. Le premier cercle. Mais ce noyau dur ne serait rien sans le deuxième cercle. La coopérative ouvrière de production de Toulouse qui imprime la plupart de nos livres sur d'autres bases que de strictes relations commerciales. Cédric, qui nous graphiste magnifiquement la plupart de nos couvertures. Un grand nombre de nos auteurs, qui font plus que s'impliquer dans la promotion de nos livres...

T. : À ce propos, qu'en est-il des droits d'auteur aux Éditions libertaires ?

J.-M. : Notre projet étant militant, partie prenante d'un processus de révolution sociale libertaire, nous bossons tous gratos. Sauf l'imprimeur et le graphiste, qui nous font néanmoins, merci à eux, des prix plus que d'amis. Il s'agit là d'une logique révolutionnaire globale d'entraide. Certains de nos livres se vendent bien. Merci, à ce pro-



pos, à l'ami Benoist Rey. Les bénéfices issus de ces bonnes ventes servent à financer la publication de livres dignes d'intérêt dont nous savons que nous n'en vendrons que très peu. Pour faire court, nous ne sommes pas des éditeurs (au sens classique du terme). Juste des militants publiant des livres participant à cette démarche militante.

T. : Dans le même ordre d'idée, pourquoi ne faites-vous pas imprimer vos livres en Chine et pourquoi refusez-vous toute subvention de quelque ordre qu'elle soit et tout contrat aidé ?

J.-M. : Nous avons eu maintes propositions pour faire imprimer nos livres en Chine, en Slovénie, en Corée du Nord... À moitié prix de ce que ça nous coûte actuellement. En France, même de grosses boîtes capitalistes nous font également des propositions surréalistes. Et alors ? Quel sens aurait notre projet et notre militance si nous nous acoquinions avec ces esclavagistes ? La liberté n'a-t-elle pas un prix, et, donc, un coût ? Alors, oui, nous avons fait le choix d'imprimer plus cher, en France, chez des camarades. Une coopérative ouvrière de production qui pratique l'égalité des salaires et qui n'a jamais compté son aide à maints groupes militants. Et c'est du même tonneau pour ce qu'il en est de notre refus de toute subvention et de tout contrat aidé. Accepter des subventions, c'est accepter d'être dépendants de ceux qui te les octroient. Accepter des contrats de travail aidés, c'est du même ordre avec, cerise sur le gâteau, cautionner une surenchère dans l'exploitation salariale. Au bout du compte, mais on l'aura aisément compris, nous ne sommes pas dans une logique entrepreneuriale de profit et de croissance. Nous voulons rester ce que nous sommes. De libres égaux. Des petits artisans de l'édition sortant, quand même, quinze titres par an. Dans la camaraderie et le plaisir. Toutes choses qui n'ont pas de prix !

T. : Depuis une dizaine d'années, on voit fleurir pléthore de structures éditoriales libertaires ou proches. Pourquoi ?

J.-M. : Deux explications à cela. Tout d'abord, après la faillite de l'escroquerie marxiste-léniniste, le capitalisme fou et ses idiots utiles de la social-démocratie sont en train d'imploser en vol. À tous les niveaux. Politique, économique, social, écologique... Alors, de même que quand on a un cancer en phase terminale, on va quand même voir le sorcier, de même de plus en plus de gens s'intéressent au dernier projet sociétal n'ayant pas trop de gamelles au cul. Et puis, l'évolution technologique au niveau de l'imprimerie est telle qu'aujourd'hui il est aisé (financièrement parlant) d'imprimer des livres. Mais à petits tirages.

T. : Quels sont vos rapports avec ces struc-

tures éditoriales libertaires ou apparentées ?

J.-M. : Nous avons tout fait pour en avoir, mais nous n'en avons pas, et nous le déplorons. À nos débuts, à la fin de nos livres, nous consacrons une dizaine de pages à des libertaires éditent. Nous citons tous ces camarades avec leur adresse, leurs derniers titres... Nous espérons enclencher une dynamique. Mon cul ! De même, quand nous avons lancé le Club du livre libertaire (une cinquantaine d'éditeurs affiliés), tous nous ont proposé leurs livres à la vente, mais aucun ne s'est investi dans ce projet. Ça me rend malade, car, tous ensemble, nous sortons une bonne centaine de titres par an. Et, donc, un tantinet unis, tout en gardant nos autonomies respectives, nous pourrions être les nouveaux Maspero de l'édition. Au lieu de cela, nous ne sommes qu'une bande de petites églises et de petits commerçants se faisant, bêtement, de la concurrence. C'est ainsi que certains journaux libertaires vont chroniquer d'abondance des livres de Gallimard (qui n'en a rien à cirer) et boycotter nos livres.

T. : Quelle est votre stratégie éditoriale ?

J.-M. : Nous pensons que la révolution sociale est un processus global concernant tous les aspects de la vie en société. Nous avons donc une quinzaine de collections incluant tous les genres. Anarchisme, société, roman, théâtre, BD, livres d'art, SF, anticléricalisme... J'ajoute que nous n'avons nullement l'esprit de chapelle, tous les auteurs sont loin d'être à la Fédération anarchiste ou même anarchiste, mais cela n'empêche pas le compagnonnage, la rencontre sur des valeurs partagées loin de tout sectarisme. C'est là la vraie richesse des Éditions libertaires.

T. : À l'heure de la crise en général et de la crise du livre et de la librairie, comment ça va la vie pour vous ?

J.-M. : Au niveau de nos ventes commerciales, nous avons plongé de 40 %. Mais, grâce à nos ventes militantes et nos ventes directes (via notre site), nous restons calés sur une production de quinze titres par an.

T. : Comment voyez-vous votre avenir ?

J.-M. : Dans tous les cas de figure, nous sommes indestructibles. Car nous ne dépendons de personne. Mais notre objectif n'est pas de survivre. Il est, à notre échelle, de faire vivre l'idéal libertaire. Et, de ce point de vue, il nous faut construire une unité éditoriale libertaire. Je rêve d'un logo commun avec des collections particulières animées, en toute autonomie, par toutes les structures éditoriales libertaires existantes. Chez les libraires, comme chez les militants, ça aurait une autre gueule qu'une quinzaine de structures arc-boutées sur un indépendantisme

clocherlesque et rabougri. Je rêve aussi d'un mouvement libertaire uni tout en gardant ses autonomies. Et uni, avec d'autres. Pas libertaires. Mais proches de nous. Nous ne sommes pas un sur cent. Or, sauf à se réclamer d'une dictature, il faut que nous soyons majoritaires dans le peuple. Et, pour cela, nous, les libertaires, devons montrer l'exemple de l'unité, du pluralisme et de l'ouverture.

T. : Vos prochaines publications ?

J.-M. : Huit ou neuf bouquins entre septembre et décembre 2013. Dont un formidable livre de photos, intitulé *Présences*, managé par notre camarade Solange, initiant une collection Femmes. Et un super bouquin d'enfer, *Caracremada, vie et légendes du dernier guérillero catalan*, d'un certain...

T. : Un message ?

J.-M. : Deux. Les seules choses impossibles sont celles qu'on ne désire pas vraiment ! Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, mais parce que nous n'osons pas, qu'elles le sont.

T. : Et toi, dans tout ça ?

J.-M. : Embrasse fort les camarades et les tiens.

L'art brut préféré aux arts culturels

NE RATEZ PAS l'expo Chaissac-Dubuffet au Musée de la Poste : « Entre plume et pinceau ». Les deux artistes se sont écrit pendant vingt ans, avec parfois de belles polémiques (de 1946 à 1964, date de la mort de Chaissac). Ce que je trouve important, c'est l'égalité avec laquelle les deux peintres ont été exposés, Gaston Chaissac, le cordonnier autodidacte tuberculeux, mort à 54 ans et Jean Dubuffet, le négociant en vins, bourgeois et mort à 80 ans ! Un peu rapide, me direz-vous, mais malgré leurs origines fort différentes, ils s'entendaient sur la même quête : culbuter les conformismes de l'art en pantoufles ronronnant et foncer sur les chemins de l'art brut, et sortir des chemins battus de « l'asphyxiant culture ». Donc l'expo montre des lettres, des livres, des peintures et des sculptures des deux singuliers trublions, des barbouilleurs de détritiques aspergés de poussière, un art qui se régénère au contact de la vie. Chaissac, surnommé « l'original de Sainte-Florence », paysan en sabots, « épouvanté les contribuables », comme titre un journal local vendéen. Il vivait dans l'école de sa femme, institutrice. C'est elle qui faisait bouillir la marmite, consciente de son talent. De santé fragile, il persévère pourtant en récupérant des matériaux de rebut, il transforme en création une souche, une racine, une pierre, une vieille tôle, des portes et des fenêtres. Il explose les cadres normaux et peint avec ce qu'il glane. Chaissac et Dubuffet se rencontrent grâce à l'entremise de Jean Paulhan. Et pourtant rien ne favorisait leur rencontre. Le peintre des champs et le peintre des villes. Malgré certaines études artistiques pour les deux, ce sont des autodidactes qui rejettent l'art officiel des musées et se passionnent pour l'art des fous. Ils créent des peintures innommables ! Ils privilégient la gaucherie, le gribouillage, la matière brute. Ils essaient d'oublier tout ce qu'ils ont appris, tout ce que la culture officielle nous déverse dans le ciboulot pour nous formater selon les canons de beauté conformistes. Ce sont deux poètes qui travaillent dans une spontanéité intensive, leur main est enchantée, ils favorisent le déconditionnement. Leur tendresse est barbare, ce sont deux sauvages rimbaldiens... Bien sûr, la figure de Dubuffet est écrasante, sa maturité est importante. Il triomphe aux États-Unis, les commandes pleuvent. Mais Dubuffet a mauvais caractère, il ne cherche pas à plaire – pendant longtemps, il fut un peintre quasi



Gaston Chaissac, *Visage aux hâchoirs*, 1947-1948. Gouache sur papier. Collection privée.

clandestin. Il ne cherche pas à vendre, il préfère souvent offrir un tableau. Au début (en 1944-1945), personne n'allait voir ses expos ; quelques-uns tout de même : Jean Paulhan, Raymond Queneau, Georges Limbourg, Céline, Breton... On disait même de lui qu'il était « l'unique artiste par qui le scandale arrive ». Il aimait les graffitis et « les prospectus en tout genre », titre d'un de ses livres. Il a de nombreuses époques. J'aime les incroyables portraits de ses amis, ses paysages mentaux, subtiles machines à véhiculer la philosophie, ses triturations de pâtes épaisses. Il crée des machines à rêver. Il écrivait : « Place à l'incivisme, la révolution c'est retourner le sablier, la subversion c'est tout autre chose, c'est le briser, l'éliminer. » Le choix des titres de ses œuvres fait penser à ceux d'Erik Satie. Sa démarche intellectuelle a un cousinage avec celle d'Henri Michaux.

Dubuffet était généreux. Il aide Chaissac, qui est de santé précaire et qui a eu une scolarité courte et chétive. Il lui achète des tableaux, lui envoie du matériel, de l'argent, que la femme de Chaissac accepte. Par l'inter-

médiaire de Jean Paulhan, tout-puissant aux éditions Gallimard, Dubuffet organise sa première expo à Paris. Chaissac se laisse faire mais renâcle tout de même devant tant de prévenance, lui qui prône « la peinture rustique moderne » ne veut pas se faire récupérer par les classifications de Dubuffet. C'est là toute la contradiction entre la production d'art et la reconnaissance sociale. Rien de tel qu'une belle expo promotionnelle pour relancer un artiste dont la cote flageole... Il y eut une expo Chaissac au Jeu de Paume, quelques années auparavant, peu de visiteurs, le peintre n'était pas assez connu, médiatisé. Peut-être que l'expo du Musée de la Poste rétablira l'équilibre... « Que tu consentes à exposer à mes côtés vaudrait bien sûr la meilleure des préfaces », disait Chaissac à Dubuffet, qui lui répondait : « Les travaux de Gaston sont encore plus cadennassés et insolents que les miens » ou bien « Il n'y a pas un autre que toi pour aller comme tu le

fais, sans te démonter tout à l'extrême bout des choses. » Chaissac massacre l'orthographe sans le faire exprès. Dubuffet le fait volontairement. On a taxé Dubuffet d'anar individualiste parce qu'il était solitaire, mélancolique et provocateur... Quant à Chaissac, on l'a rangé dans la case anar mystique ! C'était plutôt un homme à l'écart qui considérait que les hommes étaient féroces. « Nous sommes tous paralysés ici bas », disait-il ; Gaston Chaissac sorcier, sourcier, récupérateur de l'éphémère, ses totems avaient un visage de souffrance atrophié. Laissons-lui la parole : « Tant qu'on demandera aux gens leur casier judiciaire, un certificat médical et des diplômes officiels, ça ne sera pas brillant ! » Jean, Gaston, deux loups entourloupeurs, qui hurlent, hululent à souhait. Des « hourloupeurs » en vadrouille, chasseurs de papillons et d'étoiles filantes... Allez les voir jusqu'au 28 septembre au Musée de la Poste à Paris.

Patricio Salcedo

Groupe Anartiste de la Fédération anarchiste

Autorité et liberté : l'anarchie et le problème du politique

Colloque international les 26 et 27 septembre à Tours.

DANS LE NÉCESSAIRE ET DIFFICILE redéploiement que les libertaires doivent réaliser pour progresser, et avec eux leurs idées et leur influence, il est un monde qui peut nous sembler hermétique à l'anarchisme : celui de la communauté universitaire. Et pourtant, ce début d'année universitaire 2013 nous propose deux colloques prometteurs, l'un à Tours les 26 et 27 septembre, l'autre à Montpellier les 10 et 11 octobre¹ qui traitent de problématiques abordées à partir de l'anarchisme. Il est intéressant de noter d'ailleurs que ces deux colloques doivent beaucoup à des personnes et des sujets très liés à l'Amérique latine...

Jorge Cagiao y Conde (Université François-Rabelais de Tours) nous décrit le point de départ de ce premier événement : « C'est l'aboutissement d'une collaboration avec mon collègue Alfredo Gómez-Müller avec qui je travaille sur des questions en rapport avec l'anarchie, moi plus du côté proudhonien – je fais partie du bureau de la Société Pierre-Joseph Proudhon –, et Alfredo a plus travaillé sur les pratiques autogestionnaires et l'anarchisme en Amérique latine. Il y a donc à la fois l'envie de travailler sur un intérêt commun et l'envie de réaliser un événement qui puisse rassembler à Tours un certain nombre de spécialistes du droit, des sciences politiques, de la sociologie, etc., afin d'essayer de balayer un peu le sujet – sans l'épuiser naturellement – et présenter déjà une première réflexion sur la question. »

À partir de l'idée que l'anarchisme a ses caractéristiques propres dans l'histoire des idées politiques et sociales quant à ses conceptions radicalement critiques du pouvoir politique étatique, les participants à ce colloque aborderont les tensions générées par des épisodes historiques ou des écrits et qui montrent que la gestion du pouvoir pourtant détesté pouvait être utilisée (par exemple, la Commune de Paris, la participation des anarchistes au gouvernement catalan en Espagne républicaine). Au-delà des appréciations des uns et des autres sur ces situations (« trahisons », « inanité des conceptions anarchistes »), il reste que les enjeux politiques posés par les anarchistes demeurent.

Et que ces apparentes contradictions des anarchistes sont plutôt « comme le symptôme d'un problème général qui touche au sens du politique comme tel, et dont on peut trouver une expression dans la crise contemporaine des formes établies de démocratie représentative et de la notion même de représentation politique, ainsi que dans l'émergence récente de nouvelles formes d'action publique – Indignados, Occupy, certaines formes

de l'altermondialisme qui mettent en question la pratique politique en tant que pratique spécialisée et professionnelle reproduisant les hiérarchies instituées et les systèmes verticaux de prise de décision ou engendrant de nouvelles hiérarchies qui échappent dans une large mesure au contrôle social ».

Cette manifestation sera découpée en quatre demi-journées². D'abord, « Lectures de l'anarchie : culture, politique et droit » se composera de trois contributions portant sur Proudhon, Gustav Landauer et Walter Benjamin. L'après-midi du jeudi se poursuivra par « L'expérience politique de l'anarchisme espagnol ». Le lendemain matin, « La "nature" humaine et le politique : pouvoir, antipouvoir » sera abordé à travers trois interventions dont celles de Philippe Pelletier et d'Anselm Jappe (« Un anarchiste sur le trône du tsar, que ferait-il ? Des différentes conceptions de la "nature humaine" dans la pensée anarchiste »). Enfin, en conclusion, sera traité le sujet de « Articulations politiques de l'anarchie » où Jorge Cagiao y Conde, par exemple, abordera « L'organisation juridique et territoriale de l'anarchie. Une théorie de la fédération ? » et Guillaume Rey parlera de « Des dieux, des chefs et des lois : "sociétés sans états" et anarchisme en Afrique ».

Mais à qui s'adresse ce colloque ? Ses initiateurs répondent sans hésiter : « Notre engagement c'est que nos étudiants puissent venir et participer, échanger et débattre, et c'est un colloque qui est ouvert à la société civile ; nous espérons donc que les curieux et les gens déjà intéressés à la question viendront aussi. » Il s'agit donc bien de toucher un public large, puis de faire paraître les actes du colloque, et d'intéresser aussi la communauté universitaire à ces sujets en aidant à l'émergence de ces questionnements en son sein.

Daniel

*Groupe Gard-Vaucluse
de la Fédération anarchiste*

1. Nous aurons bientôt l'occasion de revenir sur ce colloque « Amérique(s) anarchiste(s) : expressions libertaires du XIX^e au XXI^e siècle ».

2. Vous pouvez obtenir le programme complet et détaillé en écrivant à : cagiao@univ-tours.fr

Le colloque se tiendra à partir de 9 heures à la Bibliothèque universitaire de Tours, 5^e étage, 3 rue des Tanneurs. Entrée libre.



Du nouveau à la Fédération anarchiste

Jeudi 12 septembre

10 heures > 12 heures. Chronique hebdo. Analyse libertaire de l'actualité.

Vendredi 13 septembre

14 h 30 > 16 heures. Les oreilles libres. Alexandre Pierrepont, ethnomusicologue et programmeur (musée du Quai Branly), viendra nous parler de The Bridge, pont transatlantique qui se propose de former un réseau d'échanges, de production et de diffusions musicales, entre Chicago et la France.

Samedi 14 septembre

11 h 30 > 13 h 30. Chronique syndicale.
13 h 30 > 15 h 30. Chroniques rebelles.

Dimanche 15 septembre

15 h 30 > 17 heures. Des mots, une voix. L'émission recevra Hubert Haddad pour présenter son livre *Le Peintre d'éventail* (Zulma) et Clément Criseo & Malou Verlomme pour leur livre *TAG, Paris-New York-Sao Paulo* (Éditions alternatives).

Lundi 16 septembre

11 heures > 13 heures. Lundi matin.

Mardi 17 septembre

18 heures > 19 h 30. Pas de quartiers... L'émission du groupe Louise-Michel fait le point sur les méthodes musclées, en entreprises publiques et privées, à l'encontre des syndicalistes et des fortes têtes.

Mercredi 18 septembre

10 h 30 > 12 heures. Blues en liberté. Émission musicale blues.
18 h 30 > 20 h 30. Femmes libres. Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.
20 h 30 > 22 h 30. Ras les murs. Actualité des luttes des prisonniers en lutte qui s'organisent contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.

La saison estivale a été prolifique pour la Fédération anarchiste. Voici la moisson de nouveaux groupes et de nouvelles liaisons depuis le dernier *Monde libertaire* hebdomadaire :

Nouveau groupe de la Fédération anarchiste dans la Haute-Vienne (87) près de Limoges, la liaison Armand-Beaure (<http://militants-anarchistes.info/spip.php?article1980>). Contact : armand-beaure@federation-anarchiste.org

La liaison Henri-Laborit de la FA en Vendée (85) se développe et se transforme en groupe Henri-Laborit. Contact : henri-laborit@federation-anarchiste.org

Nouveau groupe de la FA à Paris Nord et Est, le groupe La Commune de Paris. Contact : commune-de-paris@federation-anarchiste.org

Nouvelle liaison de la FA à Bordeaux en Gironde (33), la liaison Paul-Lapeyre (<http://militants-anarchistes.info/spip.php?article8678>). Contact : paul.lapeyre@yahoo.com

Nouvelle liaison de la FA à Bayonne dans les Landes (40) : la liaison Euskal-Herria. Contact : euskal-herria@federation-anarchiste.org

Nouvelle liaison de la FA dans le Finistère (29), la liaison Les Montagnes noires. contact : les-montagnes-noires@federation-anarchiste.org

Le groupe de Montreuil (93) de la Fédération anarchiste évolue et devient le groupe l'Étoile noire de la Fédération anarchiste, retrouvez-nous à cette adresse : <http://etoilenoire-fa.blogspot.fr/>
Contact : etoile-noire@federation-anarchiste.org

Nouvelle liaison de la FA dans le département de l'Ain (01) à Nantua. Contact : nantua@federation-anarchiste.org

Nouvelle liaison de la FA à Annonay dans le nord de l'Ardèche (07). Contact : nord-ardeche@federation-anarchiste.org

Pour consulter l'annuaire des 108 groupes et liaisons de la Fédération anarchiste rendez-vous sur le site de la FA : <http://www.federation-anarchiste.org/spip.php?article966>

Pour tout contact, renseignement ou demande d'adhésion, contactez le secrétariat aux relations intérieures : relations-interieures@federation-anarchiste.org



L'actu en image



AGENDA

Vendredi 13 septembre

Chambéry (73)

18h30. Apéro de rentrée du groupe FA de Chambéry. Projets militants, table de presse et Yanoï derrière les platines. Chez Gigi, bar le Petit Verdun, 2, avenue des Chevaliers-Tireurs.

Dimanche 15 septembre

Isère (38) Drôme (26)

Midi. Pic-nique au bord de la Bourne à Pont-en-Royans. Espace enfant et Utobus seront présents. Végétariens, végétariens et omnivores cohabiteront sur ce lieu de partages alimentaires et d'échanges. Les instruments de musique sont également bienvenus.

Vendredi 20 septembre

Paris XI^e

19h30. Soirée vidéo. Projection du film adapté du roman de Georges Orwell: *1984*. Entrée libre. Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot.

Samedi 21 septembre

Paris XI^e

16h30. Rencontre-débat avec René Berthier auteur du livre *Études proudhoniennes, tome II. La propriété* (Éditions du Monde libertaire). L'ouvrage de René Berthier est le second volet d'une recherche qui vise à mettre en relief la pensée originale et innovante d'un auteur qui a été occultée par l'hégémonie d'un marxisme longtemps omniprésent. Il montre également les « clés » par lesquelles on peut partir à la découverte d'un auteur certes pas toujours facile à suivre, friand de paradoxes, mais qui fut sans doute l'un des plus puis-

sants philosophes européens du XIX^e siècle. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Jeudi 26 septembre

Saint-Jean-de-Royans (26)

20 heures La Rue râte continue son cycle consacré au féminisme avec la projection d'un documentaire sur les dominations masculines suivi d'un débat. 29, rue Pasteur.

Tours (37)

Colloque international sur le thème « Autorité et liberté: l'anarchie et le problème du politique ». Bibliothèque universitaire de Tours, 3, rue des Tanneurs, 5^e étage. Entrée libre. Se poursuivra le lendemain, vendredi 27 septembre, même lieu.

Samedi 28 septembre

Merlieux (02)

Salon du livre anarchiste. Cette année, pour les 10 ans du salon et les 40 ans de présence libertaire dans le village, le groupe Kropotkine fait son salon sur deux jours et doublera l'espace par rapport aux éditions précédentes. Salon du livre avec de nombreux auteurs et éditeurs, débats, concerts... Le programme est disponible sur Internet: kropotkine.cybertaria.org

Lundi 30 septembre

Paris XX^e

20 heures. Hommage à François Béranger avec le spectacle *Eh dis donc, Béranger!*. Au Vingtième Théâtre, 7, rue des Platrières. 21 euros. Réservation: 01 48 65 97 90.

Samedi 5 octobre

Paris XVIII^e

Muriel Salmona présentera son ouvrage *Le Livre noir des violences sexuelles* (Dunod) à la bibliothèque La Rue. 10, rue Robert-Planquette. Entrée libre et gratuite. Pour en savoir plus, consultez le site de la bibliothèque <http://bibliotheque-larue.over-blog.com>

Cycle de conférences à la bibliothèque La Rue

27 septembre et 11 octobre

19h30. Cycle de conférences politiques sur le thème « Anarchisme, vote et prise de décisions ».

25 octobre et 8 novembre

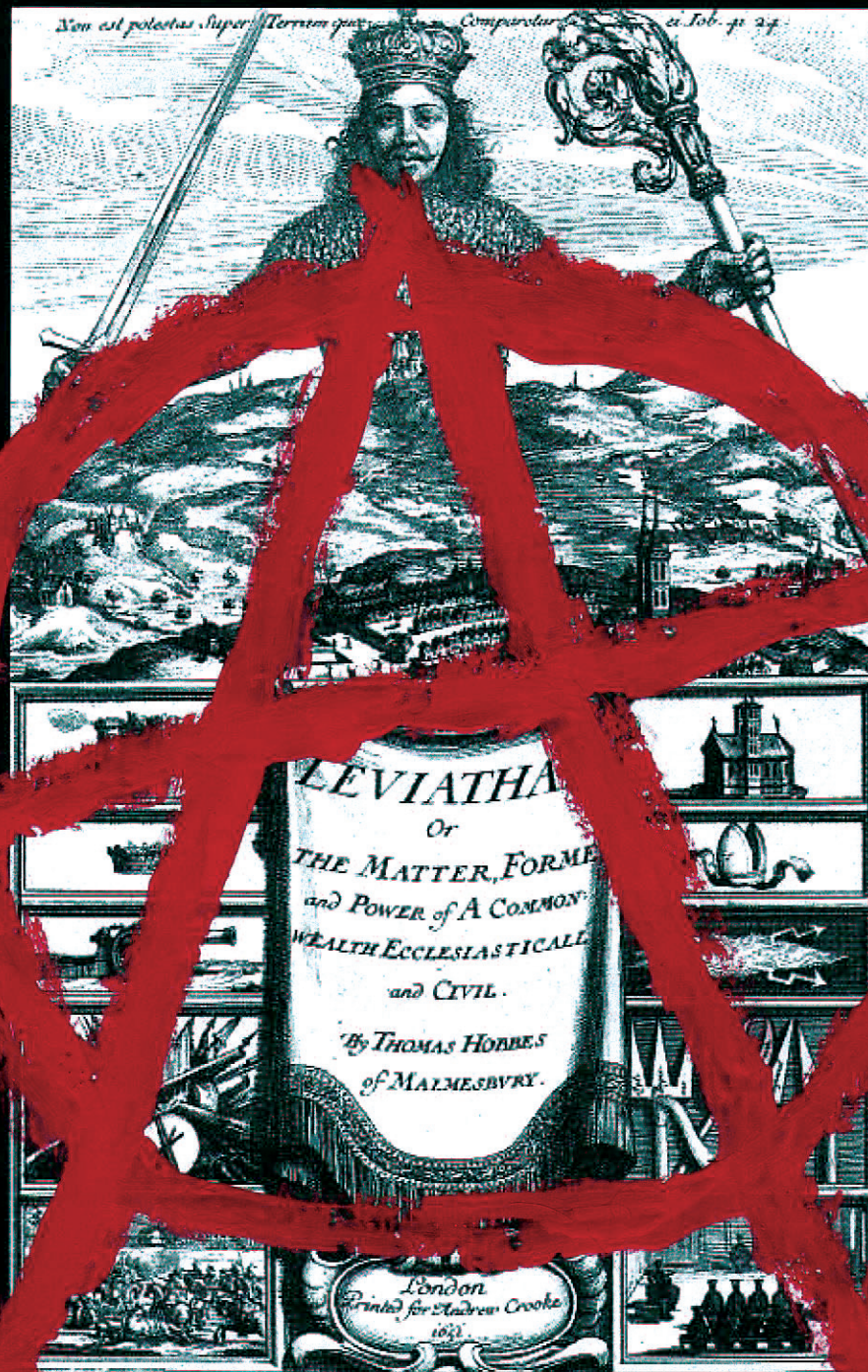
19h30. Cycle de conférences de biologie sur le thème « Qu'est-ce que la vie? ».

22 novembre et 6 décembre

19h30. Cycle de conférences politiques sur le thème « Anarchisme et Révolution française ».

La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Entrée libre et gratuite. Pour en savoir plus, consultez le site de la bibliothèque <http://bibliotheque-larue.over-blog.com>





**Colloque International
Autorité et Liberté: l'anarchie et le
problème du politique**

**26-27 septembre 2013
B.U. Université de Tours (5e étage)
3 rue des Tanneurs**

contact: cagio@univ-tours.fr ; alfredo.gomez-muller@univ-tours.fr

